

Hobsbawm
Juin 2001

L'âge des extrêmes

Histoire du court XXème siècle

1914-1991

de Eric J. Hobsbawm

Notes de lecture
par J-P Allétru

Eric J. Hobsbawm, né en Egypte en 1917, a fait ses études aux universités de Vienne, Berlin, Londres et Cambridge. Membre de la British Academy et de l'American Academy of Arts and Sciences, il enseigne à la New School for Social Research de New-York. Il est l'auteur notamment de la trilogie consacrée au "long XIXème siècle" : *l'Ere des révolutions*, *L'ère du capital* et *l'Ere des empires*.

L'âge des extrêmes est paru en 1994 en Grande Bretagne, et peu après, aux Etats-Unis. Il devait être bientôt traduit et publié dans presque toutes les langues internationales (et même dans des langues peu répandues comme le lituanien, le slovène, le serbo-croate), ... mais pas en français ! Il a fallu une initiative d'un éditeur belge (Editions Complexe) et du Monde Diplomatique, pour qu'il soit accessible, en 1999, au monde francophone.

Un observateur note : "il semble que trois forces se soient conjuguées pour empêcher la traduction de ce livre : l'essor d'un antimarxisme haineux parmi les intellectuels français; les restrictions budgétaires touchant l'édition des sciences humaines; et, ce n'est pas le moins important, le refus ou la peur de la communauté éditoriale de contrer ces tendances."

Il s'agit pourtant d'une oeuvre considérable, qui retrace l'histoire tourmentée du "court XXème siècle", en s'attachant à démontrer et expliquer clairement les causes des événements, vus dans une perspective mondiale. C'est un outil irremplaçable pour mieux comprendre les temps barbares que nous vivons.

" La destruction du passé, ou plutôt des mécanismes sociaux qui rattachent les contemporains aux générations antérieures, est l'un des phénomènes les plus caractéristiques et mystérieux de la fin du XXème siècle. De nos jours, la plupart des jeunes grandissent dans une sorte de présent permanent, sans aucun lien organique avec le passé public des temps dans lesquels ils vivent. Les historiens, dont le métier est de rappeler ce que les autres oublient, en deviennent plus essentiels que jamais en cette fin du deuxième millénaire."

"Les événements publics ont tissé notre existence. Loin d'être de simples repères, ils sont également ce qui a formé notre vie, publique comme privée".

"A une Ere de catastrophes, de 1914 aux suites de la Seconde Guerre Mondiale, succédèrent quelque vingt-cinq ou trente années de croissance économique et de transformation mondiale extraordinaires, qui ont probablement changé la société humaine plus profondément qu'aucune autre période d'une brièveté comparable. (...) La dernière partie du siècle a été une nouvelle ère de décomposition, d'incertitude et de crise - et, pour une bonne partie du monde, telle que l'Afrique, l'ex-URSS et l'ancienne Europe socialiste, de catastrophe."

La Première Guerre mondiale marque l'effondrement de la civilisation (occidentale) du XIXème siècle. Les décennies qui mènent du début de la Première Guerre mondiale au lendemain de la seconde furent pour cette société une ère de catastrophes : deux guerres, l'arrivée au pouvoir, pour un tiers de la population mondiale, d'un système qui se prétendait destiné par l'Histoire à remplacer la société bourgeoise et capitaliste, l'effondrement des immenses empires coloniaux, une crise économique mondiale d'une profondeur sans précédent. Seule l'alliance temporaire et bizarre du capitalisme libéral et du communisme put sauver la démocratie : c'est l'un des paradoxes de cet étrange siècle, le résultat le plus durable de la révolution d' Octobre, dont l'objet était le renversement mondial du capitalisme, fut de sauver son adversaire !

Comment et pourquoi le capitalisme, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, s'est-il trouvé propulsé dans l'Age d'or sans précédent des années 1947 à 1973 ? Toujours est-il que les transformations économiques, sociales et culturelles de cette époque ont été les plus grandes, les plus rapides et les plus fondamentales de toute l'histoire. Le troisième quart du siècle a marqué la fin des sept ou huit millénaires d'histoire humaine qui avaient commencé à l'Age de pierre avec l'invention de l'agriculture, ne serait-ce qu'en mettant fin à la longue période où l'écrasante majorité de l'espèce humaine vivait du travail de la terre et de l'élevage.

En comparaison, l'histoire de la confrontation entre le "capitalisme" et le "socialisme" semblera d'un intérêt historique limité, comparable, sur le long terme, aux guerres de religion des XVI^{ème} et XVII^{ème} siècles, voire aux Croisades.

Si l'effondrement du socialisme soviétique et ses formidables conséquences, encore en partie incalculables mais essentiellement négatives, ont été l'épisode le plus dramatique des Décennies de crise, la crise en question est universelle. Dans un premier temps, on ne voulut voir dans les ennuis des années 1970 qu'une pause encourageante et momentanée dans le Grand Bond en Avant de l'économie mondiale. Il devint clair par la suite que c'était une ère de difficultés à long terme. Les ultras du laisser-faire, les théologiens d'une liberté absolue du marché n'eurent pas plus de succès que quiconque. Au début des années 1990, le monde capitaliste vacilla sous des fardeaux semblables à ceux de l'entre deux guerres : chômage massif, opposition entre les exclus sans domicile fixe et les nantis; cependant que les pays socialistes se trouvèrent acculés à des ruptures radicales, jusqu'à leur effondrement, qui marque la fin du "Court Vingtième Siècle".

Le monde des années 1990 compte six milliards d'êtres humains, trois fois plus qu'au début de la Première Guerre mondiale, et ce bien que dans le Court Vingtième Siècle on ait tué ou laissé mourir délibérément plus d'êtres humains que jamais auparavant dans l'histoire.

Dans la décennie 1990, la plupart des gens sont plus grands et plus lourds que leurs parents, mieux nourris, et promis à une existence bien plus longue. Le monde est incomparablement plus riche qu'il ne l'a jamais été dans sa faculté de produire des biens et des services d'une infinie diversité. Pour la première fois dans l'histoire, la plupart des êtres humains peuvent être qualifiés d'alphabétisés. Une révolution des transports et des télécommunications a quasiment annulé le temps et la distance. Ce monde peut fournir à chacun, à tout moment, plus d'informations et de divertissements que n'en disposaient les empereurs en 1914.

Pourquoi alors ce siècle ne s'est-il pas achevé sur une célébration de cet extraordinaire progrès sans précédent ? Pas seulement parce qu'il fut le siècle le plus meurtrier dont nous ayons gardé la trace; mais aussi parce qu'on a assisté, depuis 1914, à une régression marquée des valeurs de la civilisation, qui avaient au contraire progressé pendant toute la durée du "long XIX^{ème} siècle", et qui étaient jusqu'alors considérées comme normales dans les pays développés et dans le milieu bourgeois. Il n'est pas facile de saisir l'ampleur du retour de ce que nos ancêtres du XIX^{ème} siècle auraient appelé les normes de la barbarie: les massacres de civils dans des guerres et des attentats, regain de la torture ...

Le monde des années 1990 est qualitativement différent de celui du début du siècle à un triple point de vue : il a cessé d'être eurocentrique (l'Europe ne représente plus que le 1/6 de la population mondiale, au lieu du tiers), le XX^{ème} siècle aura été le Siècle américain; l'économie s'est mondialisée; les anciennes formes de rapports sociaux se sont désintégrées: rupture des liens entre générations (c'est à dire entre passé et présent), émergence d'une société constituée d'un assemblage d'individus égocentriques, à la recherche de leur propre satisfaction.

Ce dernier aspect est une conséquence, prévue par Marx, du développement du capitalisme. Mais ce faisant, il scie l'une des branches sur lesquelles il s'est assis. Le bon fonctionnement d'une économie industrielle fondée sur l'entreprise privée repose en effet sur des motivations étrangères à la logique du marché : par exemple, l'éthique protestante, le renoncement à une satisfaction immédiate, l'éthique de la performance au travail, le devoir familial et la confiance.

Nous ne savons pas où notre voyage nous conduit, ni même où il devrait nous conduire. Ce siècle finit mal.

L'ère des catastrophes

L'âge de la guerre totale

En 1914, cela faisait un siècle qu'il n'y avait plus eu de grande guerre. Il n'y avait eu qu'une seule guerre, de courte durée, où plus de deux grandes puissances s'étaient affrontées : la guerre de Crimée (1854-1856), qui opposa la Russie à la Grande Bretagne et à la France. La guerre de loin la plus longue fut une guerre civile aux Etats - Unis (1861-1865).

La Première guerre mondiale a impliqué *toutes* les grandes puissances, la Seconde Guerre mondiale a entraîné la quasi-totalité des Etats indépendants du monde. Les guerres du XX^{ème} siècle ont été incomparablement plus meurtrières que les guerres du siècle précédent: elles ont fait plus d'un million de morts au combat. 1914 inaugure l'ère des massacres.

A ses débuts, la Première Guerre mondiale fut une guerre essentiellement européenne, entre France, Grande Bretagne et Russie d'un côté, Allemagne et Autriche-Hongrie de l'autre, bientôt rejointes par les autres puissances européennes.

Les Allemands se trouvèrent confrontés (comme lors de la seconde guerre mondiale) à une guerre sur deux fronts. Ils cherchèrent à mettre la France hors de combat à l'Ouest, afin de pouvoir ensuite vers la Russie à l'Est. Ce plan (qui réussit en 1940) échoua en 1914. L'armée allemande fut arrêtée à quelques dizaines de kilomètres de Paris, sur la Marne, quelques semaines après le début des hostilités. Et les deux camps se figèrent de part et d'autre de lignes de tranchées, pendant trois ans et demi, dans une guerre très meurtrière. Les Français perdirent près de 20 % des hommes en âge de porter les armes, les Allemands 13 %, les Britanniques un demi million d'hommes de moins de 30 ans...

Il y eut après cela une haine farouche de la guerre : la stratégie de la France et de la Grande Bretagne se fonda par la suite sur ce postulat (ce qui aida les Allemands à gagner la Seconde Guerre mondiale). Et par la suite, c'est pour sauver la vie de soldats américains (et non pour obtenir la victoire, qui aurait été acquise sans cela), que les Américains larguèrent des bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki en 1945...

A l'Est, les Allemands boutèrent les Russes hors de la Pologne, et imposèrent à la Russie, qui avait plongé dans la révolution, la paix sanction de Brest-Litovsk (mars 1918). Du coup, ils se concentrèrent sur le front Ouest, et réussirent à le percer. Mais les Etats-Unis, alarmés par la guerre sous-marine qu'avait lancée l'Allemagne pour isoler la Grande Bretagne, étaient entrés dans la guerre à partir de 1917, et apportèrent un renfort décisif, jusqu'à la victoire. Les Puissances centrales s'effondrèrent. Dans le courant de l'automne 1918, la révolution balaya le centre et le sud-est de l'Europe, comme elle avait balayé la Russie en 1917.

Pourquoi, en 1914, des hommes d'Etat raisonnables n'avaient-ils pas décidé de régler le conflit par quelque compromis ? En 1914, ce n'était pas l'idéologie qui divisait les belligérants. La raison en est que cette guerre fut menée dans le seul but d'une victoire totale: l'Allemagne désirait une position politique et maritime mondiale comme celle dont jouissait alors Londres; et pour la France, il s'agissait de compenser son infériorité démographique et économique croissante, et apparemment inévitable, vis à vis de l'Allemagne.

C'était un objectif absurde, qui ruina à la fois les vainqueurs et les vaincus. Il entraîna les seconds dans la révolution, et les vainqueurs dans la faillite et l'épuisement physique. En 1940, la France accepta sans hésiter la subordination à Hitler parce que le pays avait été saigné à mort en 1914-1918. De surcroît, la

victoire totale, ratifiée par une paix-sanction, anéantit les faibles chances qui subsistaient de restaurer quelque chose qui ressemblât même vaguement à une Europe bourgeoise stable et libérale.

En Europe, le principe directeur de la réorganisation de la carte consistait à affaiblir l'Allemagne, à créer des Etats-nations ethnico-linguistiques, conformément à l'idée du "droit à l'autodétermination" des nations (la tentative fut désastreuse, comme on a pu le voir dans l'Europe des années 1990), et à isoler la Russie révolutionnaire derrière un "cordon sanitaire" d'Etats anticommunistes. Il n'y avait aucune logique historique dans les unions yougoslaves et tchécoslovaques.

Le redécoupage du Moyen-Orient s'opéra suivant les lignes impérialistes traditionnelles, entre la Grande Bretagne et la France, sauf pour la Palestine, où, au cours de la guerre, le gouvernement britannique avait promis aux Juifs de créer pour eux un "foyer national".

On imposa à l'Allemagne des "réparations" théoriquement indéfinies, on lui confisqua toutes ses anciennes colonies (redistribuées entre les Britanniques, les Français et les Japonais), une partie de l'Allemagne occidentale fut occupée militairement... Les clauses territoriales exceptées, il ne restait rien du traité de Versailles au milieu des années 1930.

Une "Société des Nations" fut créée, mais, ignorée des Etats-Unis, elle fut totalement inefficace.

On ne parvint pas à restaurer l'économie d'avant-guerre, au contraire, l'économie mondiale plongea à la fin des années 1920 dans une crise terrible, qui amena au pouvoir en Allemagne et au Japon les forces politiques du militarisme et de l'extrême-droite (le Japon, en forte croissance, mais dépourvu de matières premières, et dépendant pour sa production du marché américain avait une conscience aiguë de sa vulnérabilité). L'Italie, qui s'était jointe aux Alliés en 1915, et en avait été récompensée par des gains territoriaux considérables, était néanmoins insatisfaite.

Dès lors, une nouvelle guerre mondiale était inévitable. De nombreux événements l'annoncèrent. Le Japon envahit la Mandchourie en 1931, l'Italie s'empara de l'Ethiopie en 1935, l'Allemagne et l'Italie apportèrent leur soutien à Franco lors de la guerre civile d'Espagne de 1936-1939, l'Allemagne annexa l'Autriche en 1938, puis la Tchécoslovaquie en 1938 et 1939, l'Italie occupa l'Albanie en 1939, le tout en l'absence de réaction de la Grande Bretagne et de la France (la Russie refusant de continuer à s'opposer à Hitler, et signant en août 1939 le pacte Hitler-Staline).

L'Allemagne envahit la Pologne, et ce fut le signal du début de la Seconde Guerre mondiale. Au printemps 1940, l'Allemagne envahit facilement la Norvège, le Danemark, les Pays-Bas, la Belgique et la France. L'Italie se rangea alors aux côtés de l'Allemagne. La Grande Bretagne se retrouva ainsi seule, protégée d'une invasion par la mer et par la Royal Air Force. La carte de l'Europe fut alors redessinée, l'URSS occupa les zones tsaristes perdues en 1918 (sauf la partie de la Pologne occupée par l'Allemagne), et la Finlande; l'Allemagne s'empara des Balkans, puis mit le pied en Afrique.

L'invasion de l'URSS, le 22 juin 1941, par Hitler, qui convoitait cet immense empire, relança la guerre. L'armée allemande était aux abords de Moscou, en octobre 1941, quand les Russes se ressaisirent, et donnèrent un coup d'arrêt à l'invasion. Une nouvelle offensive allemande, en 1942, finit par échouer, à Stalingrad (mars 1943). Après quoi les Russes repoussèrent les Allemands, jusqu'à Berlin, Prague et Vienne.

Entre temps, la guerre était devenue réellement mondiale. Le Japon s'empara de l'Indochine (puis de toute l'Asie du Sud-Est). Les Etats-Unis le soumièrent alors à de rudes pressions économiques, à quoi les Japonais répliquèrent par l'attaque de la flotte de guerre américaine à Pearl Harbour en décembre 1941. Hitler déclara la guerre aux Etats-Unis.

Les Alliés revinrent sur le continent en juin 1944, et finirent par acculer Hitler à la défaite en 1945. Le Japon fut contraint à la capitulation après le largage de deux bombes atomiques.

Les Etats-Unis, l'URSS et la Grande-Bretagne décidèrent de se partager les dépouilles de la victoire, en quelques conférences (Téhéran 1943, Moscou 1944, Yalta 1945, Postdam 1945).

L'Italie, en 1943, avait changé de camp et de régime.

Pour la plupart des pays concernés, la guerre avait été un combat pour la vie, une guerre totale. Le prix de la défaite devant l'Allemagne nazie fut l'asservissement et la mort: on le vit en Pologne et dans les parties occupées de l'URSS, ainsi qu'avec le sort des Juifs, dont un monde incrédule découvrit peu à peu l'extermination systématique.

Cette guerre, à la différence de celle de 1914-1918, tua aussi bien les civils que les militaires. Elle aurait fait entre 3 et 5 fois plus de victimes directes que la Première guerre mondiale: entre 10 et 20 % de la

population *totale* de l'URSS, de la Pologne et de la Yougoslavie; entre 4 et 6 % de celle de l'Allemagne, de l'Italie, de l'Autriche, de la Hongrie, du Japon et de la Chine.

La guerre totale, mobilisant la plupart des citoyens, mettant en œuvre tous les moyens disponibles, est une "création" du XX^{ème} siècle. A la fin de la Première guerre mondiale, la France, par exemple, produisait 200 000 obus *par jour* ! Une symbiose se réalisa entre l'Etat et les producteurs spécialisés d'armement, ce qu'on a appelé le "complexe militaro-industriel". La guerre nécessitant la mobilisation de toutes les énergies, tous les gouvernements (y compris les états démocratiques occidentaux) prenaient le contrôle total de l'économie.

Les destructions ont été considérables. Toutefois, les guerres ont profité à l'économie américaine: le taux de croissance y a avoisiné 10 % par an au cours de la seconde guerre mondiale. un des effets des deux guerres est d'avoir donné aux Etats-Unis, tout au long du Court Vingtième siècle, une prépondérance mondiale qui n'a commencé à décliner qu'à la fin du siècle.

Sur la montée de la barbarie après 1914, il n'y a aucun doute. La torture avait été supprimée, à l'aube du XX^{ème} siècle, à travers l'Europe occidentale. Les guerres ont mobilisé les sentiments nationaux des masses. Le XX^{ème} siècle a connu des massacres sans précédent, des génocides (un million et demi d'Arméniens massacrés par les turcs lors de la première Guerre mondiale), des déplacements considérables de populations (il y avait en 1945 40,5 millions de déracinés dans la seule Europe, la guerre de Corée déplaça 5 millions de Coréens; 1, 2 million de Juifs avaient, au début des années 1960, émigré en Israël), des armes terribles (gaz toxiques et bombardement aérien après 1918, champignons atomiques en 1945).

La révolution mondiale

En 1914, que le vieux monde fût condamné paraissait évident. L'humanité attendait une alternative. Les partis socialistes étaient l'incarnation de cette alternative dans la plupart des pays européens. Les classes ouvrières étaient en pleine expansion. Il semblait que les peuples n'attendaient qu'un signal. La révolution bolchevique d'Octobre 1917 devait donner ce signal au monde. Elle a engendré le mouvement révolutionnaire organisé de loin le plus formidable de l'histoire moderne. Son expansion a été sans parallèle depuis les conquêtes de l'Islam au premier siècle de son histoire: 30 ans ou 40 ans après l'arrivée de Lénine à la gare de Finlande, un tiers de l'humanité vivait sous un régime qui se réclamait de lui.

La meilleure façon de comprendre la politique internationale du court Vingtième Siècle à partir de la révolution d'Octobre est d'y voir l'affrontement entre les forces de l'ordre ancien et celles de la révolution sociale, alliées ou dépendantes de la bonne fortune de l'Union Soviétique, même si, au fur et à mesure qu'on avançait dans le siècle, cette vision devint de plus en plus irréaliste.

La Russie tsariste était mûre pour la révolution: rien ne sembla moins surprenant et inattendu que la révolution de mars 1917, qui renversa la monarchie russe (une manifestation d'ouvrières le 8 mars, traditionnelle Journée des femmes, avait débouché sur une grève générale, et les troupes avaient refusé de charger la foule), et fut saluée par toute l'opinion publique occidentale. Mais il était acquis pour tout le monde qu'une révolution russe ne pouvait être socialiste: le pays était trop arriéré, le prolétariat industriel (fossoyeur prédestiné du capitalisme selon Marx) n'était qu'une minuscule minorité.

Les sociétés européennes étaient devenues, la guerre de masse se prolongeant, de plus en plus hostiles à la guerre. Les socialistes renouaient avec l'antimilitarisme caractéristique de leurs mouvements avant 1914. L'idée d'une révolution sociale généralisée gagnait du terrain.

Lénine suscita la création d'une multitude de "soviets" (conseils) à la base, et organisa ce mouvement en collant aux revendications spontanées (le partage des terres en fermes familiales). La position du

gouvernement provisoire issu de la révolution de mars devint de plus en plus précaire, jusqu'à la prise du Palais d'hiver, le 7 novembre 1917.

Et, contre toute attente, le nouveau régime tint bon. Il survécut à la paix-sanction imposée par l'Allemagne à Brest-Litovsk: de nombreuses régions furent détachées de l'ancien Empire.

Il triompha contre les tentatives contre-révolutionnaires, malgré le soutien militaire des Alliés. A la fin de 1920, après une guerre civile, les bolcheviks avaient gagné, et ce, pour trois raisons : ils avaient su construire un parti communiste centralisé et fort de 600 000 membres; ils étaient apparus comme le seul gouvernement capable et désireux d'assurer la cohésion de la Russie en tant qu'Etat (et donc avaient obtenu le soutien des patriotes russes, sans lesquels l'Armée rouge n'aurait pu être mise sur pieds); ils avaient permis aux paysans de prendre possession de la terre.

Cependant, la révolution mondiale ne fut pas au rendez-vous.

Au début de 1918, pourtant, la débâcle des Puissances centrales se précisant, une vague de grèves politiques et de manifestations contre la guerre balaya l'Europe centrale. Divers Etats-nations furent proclamés, la République fut instituée en Allemagne.

Mais en 1920 (alors que déjà il était clair que la révolution bolchevique n'était pas à l'ordre du jour à l'Ouest) les bolcheviks commirent une erreur majeure: ils provoquèrent la division du mouvement ouvrier international, en structurant leur nouveau mouvement communiste international sur le modèle du parti léniniste d'avant-garde, composé d'une élite de "révolutionnaires professionnels " à plein-temps.

Sous Staline, l' Internationale communiste devint en fait de plus en plus un instrument de défense des intérêts étatiques de l' Union Soviétique, plus qu'un organisateur de la Révolution mondiale. Pourtant, pour toute une armée de militants, dévoués envers le QG de Moscou, la révolution fut la grande affaire de leur vie. Les forces dissidentes, comme celles qui s'inspirèrent de Léon Trotski, n'obtinrent aucun résultat.

C'est assez tard dans le XX^{ème} siècle que les révolutionnaires découvrirent que la route de la révolution pouvait passer par une longue guerre de guérilla. C'est cette nouvelle stratégie qui amena Mao Zedong au pouvoir.

Au fond du gouffre économique

Sans l'effondrement économique du monde entre les deux guerres, il n'y aurait pas eu de Hitler; le système soviétique n'aurait probablement pas été considéré comme un rival économique sérieux susceptible de remplacer le capitalisme mondial : le monde de la deuxième moitié du XX^{ème} siècle est incompréhensible si l'on n'a pas une idée claire de la banqueroute économique.

Depuis la Révolution industrielle, l'histoire de l'économie mondiale avait été faite d'accélération du progrès technique, de croissance économique continue mais inégale, et de "mondialisation " toujours plus grande. Le progrès technique, la croissance économique, se sont poursuivis à l'Ere des catastrophes (la croissance s'est simplement ralentie); mais la mondialisation a marqué le pas dans l'entre-deux guerres. L'avant-guerre avait été la plus grande période de migration de masse de toute l'histoire (15 millions d'immigrants aux Etats-Unis en 15 ans, par exemple, mais aussi un flux important des pays ibériques vers l'Amérique latine), le flux s'est ralenti, puis presque tari ensuite. Le commerce mondial n'était guère plus important en 1948 qu'avant la première Guerre mondiale (alors qu'entre 1890 et 1913, il avait plus que doublé, et qu'entre 1948 et 1971, il devait être multiplié par 5).

La grande zone de défaites et de convulsion, de l'Allemagne à la Russie soviétique, connut un spectaculaire effondrement du système monétaire, qui n'est que partiellement comparable à celui du monde post-communiste après 1989. Dans le cas le plus extrême, en Allemagne, en 1923, la monnaie tomba à un million de millièmes de sa valeur de 1913. Donc l'épargne privée disparut totalement, l'économie allemande dut massivement emprunter à l'étranger au cours des années suivantes (entre 20 000 et 30 000 milliards de marks en 1928, soit près de la moitié des exportations mondiales de capitaux).

Lorsque la grande inflation prit fin, en 1922-1923 (les pouvoirs publics décidant de changer de monnaie), les Allemands qui avaient compté sur des revenus fixes et sur leur épargne se retrouvèrent ruinés. Il en fut de même (à un moindre degré) en Pologne, en Hongrie, en Autriche: l'Europe centrale était mûre pour le fascisme.

Dans la majeure partie de l'Europe, le chômage étonnamment élevé, au regard des normes d'avant 1914: entre 10 et 12 % en Grande Bretagne, en Allemagne et en Suède, entre 17 et 18 au Danemark et en Norvège. Seule l'économie des Etats-Unis, avec un taux de chômage de 4 %, marchait à pleine vapeur. Le fléchissement des prix des produits primaires démontrait que la demande ne pouvait plus suivre les capacités de production. La croissance était alimentée par les flux de capitaux.

La crise commença par le krach de la Bourse de New-York le 29 octobre 1929. On fut alors tout près d'un effondrement de l'économie capitaliste mondiale. La récession dramatique de l'économie industrielle nord-américaine (chute d'un tiers entre 1929 et 1931) gagna bientôt l'Allemagne. Les prix des matières premières chutèrent, ruinant, en 1931 un très grand nombre de pays producteurs (en Amérique latine et centrale, le Canada, la Hongrie, l'Inde, puis de proche en proche tous les pays, le Japon). Les producteurs de café brésiliens s'efforçaient d'empêcher l'effondrement des cours en brûlant du café dans leurs locomotives à vapeur ...

Les paysans durent revenir à la production de subsistance (de fait, celle-ci était encore possible dans une bonne partie du monde).

Le marasme eut pour première conséquence un chômage d'une ampleur considérable: dans la pire période (1932-1933), 23 % des britanniques, 24 % des suédois, 27 % des Américains, 29 % des Autrichiens, 31 % des Norvégiens, 32 % des Danois, et 44 % des Allemands. Jamais les travailleurs n'avaient connu pareille catastrophe économique.

La situation était d'autant plus dramatique que la protection sociale était presque inexistante.

Les économistes, les hommes d'affaires et les hommes politiques étaient déboussolés: ils ne voyaient pas de solution dans le cadre de l'ancienne économie libérale. A partir de 1931-1932, les Etats, les uns après les autres, dressèrent des barrières toujours plus hautes pour protéger leurs marchés nationaux, tout en sachant que cela avait pour effet de démanteler le système international de commerce multilatéral, dont dépendait, croyaient-ils, la prospérité mondiale. Les gouvernements se mirent à subventionner l'agriculture, en garantissant des prix agricoles, en achetant les excédents ou en payant les agriculteurs pour ne pas produire, comme aux Etats-Unis après 1933.

La Grande Crise a détruit le libéralisme pour un demi-siècle. C'est à la grande Crise que remontent les origines de la Politique Agricole commune de la Communauté européenne pratiquée dans les années 1970 et 1980. Le "plein-emploi" devint la clé de voûte de la politique économique dans les pays du capitalisme démocratique réformé, dont un des plus grands hérauts fut l'économiste Keynes. La création de systèmes de protection sociale est apparue indispensable (aux Etats-Unis, le Social security act date de 1935), on a commencé à parler d'Etat-providence dans les années 1940.

Pour sa part, l'URSS, avec ses nouveaux plans quinquennaux, était engagée dans une industrialisation massive et ultra-rapide. Entre 1929 et 1940, sa production industrielle fut multipliée par 3. Il n'y avait pas de chômage. Les mots "plan" devinrent à la mode. Hitler lui-même plagia l'idée, en lançant en 1933 son plan quadriennal.

Pourquoi cet échec de l'économie capitaliste entre les deux guerres ? La situation des Etats-Unis est un élément central de la réponse. La première guerre mondiale leur avait profité de manière spectaculaire. Si en 1913, ils assuraient plus du tiers de la production industrielle mondiale, ce taux était monté à 42 % en 1929 (contre 28 % pour l'Allemagne, la Grande Bretagne et la France réunies). Ils étaient le principal créancier, le premier exportateur, et le second importateur du monde. Ils devaient être la principale victime de la crise.

La conférence de paix de Versailles (1919) avait imposé à l'Allemagne des réparations irréalistes. Maintenir l'Allemagne dans un état de faiblesse était, comme l'avait souligné Keynes, contre-productif. L'Allemagne fut contrainte à s'endetter. Ainsi, elle devenait, et l'Europe avec elle, très dépendante des crédits américains.

L'explication principale de la crise est que la demande ne pouvait suivre la croissance rapide de productivité du système industriel à l'apogée de Henry Ford, il y eut surproduction et spéculation, ce qui déclencha l'effondrement.

Celui-ci fut d'autant plus drastique que la demande avait été soutenue par une expansion considérable du crédit à la consommation (comme on l'a revu par la suite, à la fin des années 1980). Les banques firent faillite. L'économie se révéla d'autant plus vulnérable à cette expansion du crédit que les achats ne portaient pas sur des biens de première nécessité, mais sur des achats qui pouvaient être différés (logements, voitures) [on pourrait dire la même chose, à un degré bien plus élevé, de notre économie actuelle des années 2000, qui repose surtout sur la mode, le jeu, la distraction ...note JPA]. La production de voitures diminua de moitié aux Etats-Unis entre 1929 et 1931.

Après 1932, l'économie mondiale reprit peu à peu.

La Grande Crise confirma les intellectuels, les militants et les citoyens ordinaires dans la conviction que quelque chose était foncièrement vicié dans le monde qui était le leur. Les économistes, qui conseillaient de laisser l'économie suivre son cours, étaient incapables d'améliorer la situation, et ne faisaient qu'aggraver la crise., comme le souligna Keynes, qui devint l'économiste le plus influent des quarante années suivantes. Comment les orthodoxies du marché pur, si clairement discréditées, ont-elles pu de nouveau présider à une période de crise mondiale à la fin des années 1980 et dans les années 1990 ? Cela illustre la mémoire courte des théoriciens de l'économie.

Karl Marx avait vu juste en prédisant une concentration croissante du capital, rendant absurde l'expression même de "concurrence parfaite".

L'effet politique le plus sinistre de la Grande Crise fut la victoire de régimes nationalistes, et belliqueux au Japon (1931) puis en Allemagne (1933), qui devait déboucher sur la Seconde Guerre mondiale.

Dans le même temps, la stratégie du mouvement communiste international fut suicidaire : il décida que son pire ennemi était le mouvement des partis socio-démocrates. La gauche européenne connut globalement un déclin sensible. L'Amérique du Nord glissait au contraire à gauche, avec Franklin Roosevelt, qui lançait le New Deal. Dans l'immense secteur colonial du monde, le marasme se solda par un net regain d'activité anti-impérialiste, en raison de l'effondrement des prix des produits de base dont dépendaient les économies coloniales, et aussi parce que la métropole protégea son agriculture et ses emplois, sans se soucier des conséquences sur les colonies.

La Grande crise ruina tout espoir de restaurer l'économie et la société du long XIXème siècle. Le libéralisme à l'ancienne était mort ou semblait condamné. Trois options se disputaient maintenant l'hégémonie politique et culturelle : le communisme marxiste; un capitalisme réformé par une liaison permanente avec la social-démocratie (après la seconde guerre mondiale, c'est cette option qui se révéla la plus efficace); et le fascisme (qui, en Allemagne, se nourrit de deux courants : d' une tradition intellectuelle hostile aux libéralisme économique, et d'un gouvernement résolu à lutter contre le chômage).

La chute du libéralisme

De tous les faits marquants de l'Ere des catastrophes, ce qui a le plus traumatisé les survivants du XIXème siècle, c'est peut-être l'effondrement des valeurs : attachement au régime constitutionnel dans le cadre d'assemblées de représentants librement élus, garants de l'Etat de droit; liberté d'expression, de publication, de réunion; confiance en la raison, le débat public, l'éducation, la science. Avant 1914, seules avaient défié ces valeurs des forces traditionalistes comme l'Eglise catholique. Et lorsque le libéralisme s'effondra, l'Eglise, à de rares exceptions près, se réjouit de sa chute.

La Russie soviétique exceptée, tous les régimes issus de la Première Guerre mondiale étaient des régimes parlementaires, élus et représentatifs, même en Turquie. Mais le libéralisme politique, attaqué par la droite, connut ensuite un recul général tout au long de l' Ere des catastrophes.

Les forces qui ont renversé les régimes libéraux et démocratiques étaient de trois sortes: des chefs sans programme idéologique particulier, autre que l'anticommunisme et les préjugés traditionnels de leur classe (en Hongrie, en Finlande, en Pologne, dans la nouvelle Yougoslavie, en Espagne avec Franco) ;

les tenants d'un "étatisme organique", remplaçant la démocratie libérale par la représentation des groupes d'intérêt économiques et professionnels (le Portugal de Salazar, l'Autriche entre 1934 et 1938); et enfin les mouvements qui méritent vraiment l'appellation de fascistes (en Italie avec Mussolini, en Allemagne avec Hitler), dont la spécificité était de mobiliser les masses, en appelant à une transformation totale de la société, au nom de valeurs traditionnelles parfois réinventées (et en particulier la "pureté de la race").

La fin du XIX^{ème} siècle avait vu naître, surtout dans les classes moyennes, la xénophobie, le racisme et l'antisémitisme, en réaction contre l'immigration de masse et la transformation accélérée de la société par le capitalisme.

Au cours de la montée du fascisme, les classes moyennes et la bourgeoisie restèrent l'épine dorsale de ces mouvements.

L'essor de l'extrême-droite au lendemain de la Première Guerre mondiale fut une réponse à la puissance de la classe ouvrière en général, à la révolution d'Octobre et au léninisme en particulier. La journée de huit heures, revendication des agitateurs socialistes depuis 1889, fut instaurée presque partout en Europe dans l'immédiat après-guerre.

Ce qui donna leur chance aux mouvements extrémistes (qui existaient avant 1914), c'est l'effondrement, au lendemain de la première guerre mondiale, des anciens régimes, et avec eux des anciennes classes dirigeantes et de leur appareil de pouvoir.

Une masse de citoyens désenchantés, de puissants mouvements socialistes paraissant menacer de fomenter la révolution sociale, une poussée de rancœur nationaliste contre les traités de paix des années 1918-1920, telles furent les conditions dans lesquelles d'anciennes élites dirigeantes impuissantes furent tentées de recourir aux extrémistes, comme les libéraux italiens se tournèrent vers les fascistes de Mussolini en 1920-1922, et les conservateurs allemands vers les nationaux-socialistes de Hitler en 1932-1933. Sitôt au pouvoir, le fascisme élimina tous ses rivaux, jusqu'à la dictature sans entrave d'un "chef" suprême (en 1928 en Italie, en 1934 en Allemagne).

Le nazisme avait pour les masses un programme qu'il accomplit en partie : congés, sport, "voiture du peuple". Le fascisme italien est le seul régime italien qui ait jamais réussi à éliminer la Mafia sicilienne et la Camorra napolitaine.

Contrairement à ce qui fut souvent dit par la suite, le fascisme ne fut pas "l'expression des intérêts du capital monopoliste". Le grand capital s'accommode en effet de tout régime qui ne cherche pas à l'exproprier. En revanche, il collabora de tout cœur, au point d'employer une main d'œuvre servile et la population des camps d'extermination au cours de la Seconde Guerre mondiale. Et, naturellement, petites et grandes entreprises profitèrent de l'expropriation de Juifs. En outre, de leur point de vue, le fascisme présentait de grands avantages : il élimina la révolution sociale de gauche; il élimina les syndicats; il permit aux plus riches de s'enrichir (la part des 5% les plus riches progressa de 15 % entre 1929 et 1941); il excella à moderniser les économies industrielles.

Sans la Grande Crise, et s'il n'avait porté au pouvoir un mouvement de ce genre dans un Etat de la taille et du potentiel économique et militaire de l'Allemagne, le fascisme n'aurait pas pris une telle importance dans l'histoire universelle. La prise de pouvoir en Allemagne par Hitler parut transformer le fascisme en un puissant courant politique mondial. Une décennie durant, la vie politique internationale allait être dominée par les succès de la politique d'expansionnisme agressif de l'Allemagne et de l'Italie, renforcée par celle du Japon.

Le fascisme trouva un écho dans la droite politique en Europe, mais aussi auprès des Arabes qui résistaient à la colonisation juive de la Palestine, de certains Hindous de la caste supérieure (comme les extrémistes cinghalais du Sri Lanka moderne), des militants Boers en Afrique australe, des Japonais convaincus de leur supériorité raciale, et surtout en Amérique latine (cependant, alors que les régimes fascistes européens détruisirent les mouvements ouvriers, les chefs latino-américains qu'ils inspirèrent en créèrent).

Pourquoi le libéralisme a-t-il reculé entre les deux guerres, même dans des Etats qui n'acceptaient pas le fascisme ? Les systèmes démocratiques ne sauraient fonctionner sans un consensus de base de la grande majorité des citoyens sur l'acceptabilité de leur Etat et de leur système social, ce que la prospérité facilite grandement : ces conditions, dans la majeure partie de l'Europe, n'étaient pas réunies entre 1918

et la seconde guerre mondiale. Rares étaient les démocraties bien installées (jusqu'à l'aube du XX^{ème} siècle la démocratie demeurait exceptionnelle en dehors des Etats-Unis et de la France). Dans une ère de révolutions et de tensions sociales extrêmes, la traduction politique de la lutte des classes s'imposait au dépens des compromis. Les règlements de paix bâclés multiplièrent en outre la division du corps civique en termes exclusivement ethnico-nationaux ou religieux (Bosnie, Ulster, Somalie).

Dans ces circonstances, on comprend sans mal que la démocratie parlementaire dans les Etats successeurs des anciens Empires, comme dans la majeure partie du monde méditerranéen et en Amérique latine, ait été une plante fragile poussant sur un sol caillouteux.

Il se pourrait bien, hélas, que le monde entre de nouveau dans une période où les avantages de la démocratie politique ne paraîtront plus aussi évidents qu'entre 1950 et 1990.

Contre l'ennemi commun

De 1935 à 1945, les Etats-Unis et l'URSS firent cause commune contre l'Allemagne, parce qu'ils y voyaient un danger plus grand que celui que les deux pays pouvaient représenter l'un pour l'autre. C'est que l'Allemagne était devenue un Etat dont l'idéologie déterminait la politique et les ambitions, une puissance fasciste. La politique de l'Occident se comprend comme une guerre civile idéologique à l'échelle internationale. Et les lignes cruciales, dans cette guerre civile, passaient entre, d'une part, les descendants des Lumières du XVIII^{ème} siècle et des grandes révolutions (dont la révolution russe), et d'autre part leurs adversaires. Guerre civile, parce que les lignes de partage entre forces pro et forces antifascistes divisaient chaque société. Jamais le patriotisme, au sens de loyauté automatique envers le gouvernement national des citoyens, n'a moins compté.

Ce qui lia toutes ces divisions civiles nationales en une seule guerre mondiale, c'est la marche vers la conquête et la guerre d'une coalition d'Etats : l'Allemagne, l'Italie et le Japon (comme on l'a vu ci-dessus, l'âge de la guerre totale).

A un moment ou à un autre, tous les grands acteurs du jeu international avaient cherché en vain la conciliation. La faiblesse de plus en plus spectaculaire des Etats libéraux et démocratiques, leur incapacité à agir, confortèrent le camp fasciste. Les accords de Munich, en 1938, par lesquels la France et la Grande Bretagne prenaient acte de l'annexion d'une partie de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne, furent une illustration parfaite de ce mélange d'agression d'un côté et de peur de l'autre.

Dans les dix-huit mois qui suivirent l'accession de Hitler au pouvoir, l'Internationale communiste se fit la championne de l'unité antifasciste. La France et l'Espagne virent se former des "fronts populaires", qui obtinrent en 1936 des victoires électorales spectaculaires. Cependant, l'antifascisme mobilisa des minorités (parmi lesquels les intellectuels: le racisme nazi se solda par l'exode massif de savants juifs) plus facilement que des majorités. C'est la peur de se retrouver seul face à Hitler qui finit par conduire Staline au pacte germano-soviétique d'août 1939 (qui stupéfia l'opinion publique occidentale). Plusieurs pays de l'Europe de l'Est, qui avaient acquis des territoires russes après 1917, et bien qu'hostiles à l'Allemagne, résistèrent à toute alliance anti-allemande, qui aurait eu pour effet de ramener les forces russes sur leurs terres. Et surtout, ce qui affaiblit la détermination des démocraties européennes, de la France et de la Grande Bretagne, ce fut surtout le souvenir de la Première Guerre mondiale: plus jamais ça!

En février 1936, en Espagne, un "front populaire " remporta les élections. Des généraux tentèrent un coup d'état en juillet 1936, mais se heurtèrent à la résistance farouche de la population. Le coup d'état déboucha sur une guerre civile dans toute l'Espagne. L'opinion antifasciste apporta son soutien à la République, à la différence des gouvernements (le gouvernement conservateur britannique était hostile, le gouvernement français de Front populaire se résigna à la "non-intervention" en raison de ses divisions internes), sauf les Russes qui envoyèrent des hommes et du matériel. 40 000 jeunes étrangers de plus de 50 nations allèrent soutenir, les armes à la main, la république espagnole (parmi lesquels André Malraux, note JPA). Cette guerre s'acheva par une défaite totale, plusieurs centaines de milliers de morts, plusieurs centaines de milliers de réfugiés.

Et pourtant, la guerre d'Espagne prépara la configuration des forces qui, quelques années après la victoire de Franco, devait abattre le fascisme: cette alliance allant des patriotes conservateurs aux socialistes-révolutionnaires. Pour les mouvements de résistance des pays vaincus et occupés par les puissances de l'Axe, la libération était indissociable d'une révolution sociale.

L'histoire des mouvements de résistance en Europe est largement mythologique, étant donné que la légitimité des gouvernements d'après-guerre (et tout particulièrement en France) devait reposer essentiellement sur leur activité dans la Résistance. Le poids militaire des mouvements de résistance resta négligeable avant que l'Italie ne se retirât de la guerre en 1943, sauf peut-être dans certaines régions des Balkans. Les communistes se lancèrent à fond dans la résistance, et leur forme d'organisation les y préparait efficacement. En France, les réfugiés de la guerre civile espagnole formèrent le gros des partisans en armes dans le Sud-Ouest. Le PCF, qui paya sa participation à la résistance d'un lourd tribut (15 000 militants exécutés) séduisit nombre d'intellectuels.

Les communistes ne cherchèrent pas à instaurer des régimes révolutionnaires (sauf, mais là contre l'avis de Staline, en Yougoslavie, en Albanie, puis en Chine). Staline rêvait en effet d'un partenariat américano-soviétique après la guerre. De fait, la division d'une bonne partie de la planète en deux zones d'influence négociées en 1944-1945 resta stable, pendant plus de trente ans.

Cependant, pour la majeure partie de l'Asie, de l'Afrique et du monde islamique, l'ennemi, ce n'était pas tant le fascisme que l'"impérialisme" ou le "colonialisme", et les puissances impérialistes étaient les démocraties libérales. Si l'anti-impérialisme et la mobilisation antifasciste mondiale finirent par converger, à la fin de la guerre, c'est que la gauche occidentale fut la pépinière de la théorie et de la politique anti-impérialistes, et que les mouvements de libération trouvèrent essentiellement des soutiens dans la gauche internationale, et surtout du côté de l'URSS.

En tout état de cause, l'effet net de douze années de nazisme fut que de larges parties de l'Europe se trouvèrent désormais à la merci du bolchevisme. Le fascisme se désagrégea comme une motte de terre dans la rivière, et disparut pratiquement de la scène politique.

Si hétérogène qu'il fût, l'antifascisme réussit à regrouper un extraordinaire éventail de forces. Elles avaient en commun les valeurs et les aspirations des Lumières : le progrès par l'application de la raison et de la science, l'éducation et le gouvernement populaires; le refus des inégalités liées à la naissance; l'égalité des droits pour toutes les races et pour les deux sexes; la laïcité. Après 1945, tous les Etats rejetaient la suprématie du marché et croyaient à la gestion et à la planification active de l'économie par l'Etat. En un temps de théologie économique néolibérale, on a peine à le croire, mais, entre le début des années 1940 et les années 1970, les champions les plus prestigieux, et jadis influents, de la liberté totale des marchés (par exemple Friedrich von Hayek) se considéraient comme des prophètes clamant dans le désert, tâchant vainement d'avertir le capitalisme occidental qu'il s'engageait sur la "route de la servitude" (Hayek, 1944). En réalité, il s'engageait dans une ère de miracles économiques.

Mais du jour où il n'y eut plus de fascisme contre lequel s'unir, le capitalisme et le communisme se retrouvèrent prêts à s'affronter comme des ennemis mortels.

Les arts, 1914-1945

En 1914, presque tout ce qui peut trouver refuge sous le nom vague du "modernisme" était déjà en place: cubisme, expressionnisme, abstraction pure en peinture, fonctionnalisme en architecture, abandon de la tonalité en musique, rupture avec la tradition en littérature.

Les seules innovations ont été le dadaïsme, qui se fondit dans le surréalisme, et le constructivisme, d'origine soviétique. Mais l'avant-garde resta coupée des goûts et des préoccupations de la masse.

Le cinéma fut coopté par l'avant-garde au cours de la Première Guerre mondiale (Chaplin, Eisenstein, René Clair, Jean Renoir, Marcel Carné, Fritz Lang), de même que le jazz.

En littérature, les convictions réactionnaires étaient assez répandues en Europe occidentale (TS Eliot, DH Lawrence, L-F Céline).

Le reportage et l'appareil photographique connurent après 1914 un âge d'or. A la fin des années 30, alors que le monde s'enfonçait dans la crise, jamais les spectateurs ne furent aussi nombreux à se rendre au cinéma. A la veille de la Seconde Guerre mondiale, Hollywood produisait presque autant de films que le reste du monde réuni.

Le roman policier connut une croissance explosive.

Entre 1920 et 1950, il se vendait dans un pays développé "type" entre 300 et 350 journaux pour 1000 habitants (plus, en Scandinavie et en Australie, et jusqu'à 600 pour la Grande Bretagne).

La radio se répandit (Etats-Unis : 40 millions de foyers en 1950, Scandinavie, Nouvelle Zélande, Grande Bretagne).

Le disque devint courant dans l'entre-deux-guerres.

Le tango argentin ne fut jamais aussi présent que dans les années 1920 et 1930.

Le football devint un sport mondial.

La fin des empires

Au cours du XIX^{ème} siècle, une poignée de pays - pour l'essentiel situés en bordure de l'Atlantique Nord - conquièrent le reste du monde non européen avec une ridicule facilité. Le capitalisme et la société bourgeoise transformèrent et dirigèrent le monde.

Quels qu'aient pu être l'économie, la richesse, les cultures et les systèmes politiques des pays avant qu'ils ne fussent à la portée de la pieuvre nord-atlantique, tous furent aspirés par le marché mondial, sauf à être jugés économiquement inintéressants par les hommes d'affaires et les gouvernements occidentaux. Pour le marché mondial, leur valeur était essentiellement celle de fournisseurs de produits de base, et de débouchés pour les capitaux du nord en quête d'investissements. Le monde dépendant n'était pas pour les industriels un marché d'exportation particulièrement rémunérateur.

On s'étonne de voir le nombre réduit d'industries laissé par le capitalisme du monde développé avant les années 1970. En 1960, les vieux centres industriels d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord assuraient encore plus de 70 % de la production mondiale brute et près de 80 % de la production industrielle. En 1960, l'industrie japonaise assurait encore à peine 4 % de la production industrielle mondiale. Il fallut attendre les années 1970 pour que les économistes se mettent à écrire des livres sur la "nouvelle division internationale du travail", c'est-à-dire le début de la désindustrialisation des anciens centres.

Sauf dans quelques pays héritiers d'une longue histoire en tant qu'entités politiques (la Chine, l'Iran, la Turquie), la notion d'entité politique permanente, avec des frontières fixes la distinguant d'autres unités semblables, et soumises à une autorité permanente unique (c'est-à-dire l'idée d'Etat souverain et indépendant qui nous paraît aller de soi), n'avait aucun sens pour la population. Le monde post-colonial est donc presque entièrement divisé par les frontières de l'impérialisme.

L'histoire des auteurs des transformations du tiers-monde au cours du XX^{ème} siècle est celle d'élites minoritaires, parfois minuscules, car seule une couche infime possédait les connaissances requises, ou même les bases les plus élémentaires. Avant l'indépendance, plus de 90 % de la population du sous-continent indien était analphabète.

Or, les habitants du tiers-monde qui supportaient le plus mal les Occidentaux (parce qu'ils ne voulaient pas d'un changement de mode de vie dont ils pensaient, non sans raison, qu'il ne ferait qu'empirer les choses) étaient hostiles à la conviction justifiée des élites que la modernisation était indispensable. Cette situation rendait difficile la constitution d'un front commun contre les impérialistes.

Gandhi réussit à mobiliser les villages de l'Inde en lançant un appel au nationalisme et à la spiritualité hindoue, sans briser le front commun avec les modernisateurs.

Les vrais révolutionnaires du monde islamique étaient des modernisateurs laïques, comme Kemal Atatürk, en Turquie, qui remplaça l'écriture arabe par l'alphabet romain, et brisa les liens entre l'Islam, l'Etat et la Loi.

En 1914, l'empire britannique avait déjà du accorder l'autonomie interne aux colonies de peuplement blanc massif (Canada, Australie, Nouvelle Zélande, Afrique du Sud) et il s'était engagé à donner l'autonomie à l'Irlande.

La Première Guerre mondiale ébranla l'édifice du colonialisme mondial au point de détruire l'empire allemand et l'empire ottoman, dont les Britanniques et les Français se partagèrent les dépouilles, et de retirer à la Russie (qui devait les retrouver au bout de quelques années) ses anciennes possessions. En 1921, la Grande Bretagne fut contrainte d'accorder à l'Irlande (sauf l'Ulster) son indépendance, et à transformer en 1922 son protectorat en Egypte en un Etat semi-indépendant sous contrôle britannique (colonie britannique), formule qu'elle adopta pour diriger l'Irak et la Transjordanie qu'elle reprit de l'Empire turc (elle administra cependant directement la Palestine, elle aussi reprise de l'Empire turc). Gandhi lança un appel à la désobéissance de masse en Inde, qui devint par intermittence ingouvernable. Gandhi arrêta sa campagne en 1922, mais au lendemain de la Deuxième guerre mondiale, les britanniques ne résistèrent pas à la décolonisation, la position leur étant devenue intenable. Au Maroc, Abd el Krim proclama une république du Rif (colonie espagnole), mais fut battu en 1926 avec l'aide de la France.

La Grande Crise de 1929-1933 ébranla l'ensemble du monde dépendant. Les prix des produits primaires connurent une chute encore plus spectaculaire que ceux des produits manufacturés achetés en Occident. Pour la première fois le colonialisme devint inacceptable même pour ceux qui en avaient jusque là bénéficié. La Crise établit donc des contacts entre les minorités politisées et les gens ordinaires. En Inde le parti du Congrès connut un triomphe électoral, des mouvements politiques sérieux se formèrent en Afrique du nord française et en Indochine. Une vague de grèves envahit l'Afrique des années 1935-1940.

La Deuxième Guerre mondiale fut aussi une guerre anti-impérialiste. Jusqu'en 1943, les grands empires coloniaux se trouvaient dans le camp des perdants. Les Japonais investirent toutes les colonies occidentales du Sud-Est asiatique et du Pacifique occidental. La preuve était faite que les hommes blancs et les Etats pouvaient essayer une défaite honteuse.

Aussi, après la Deuxième Guerre mondiale, les systèmes coloniaux se défirent : la Syrie et le Liban, autrefois français, en 1945; la Birmanie, Ceylan, Israël, l'Indonésie en 1948.

La décolonisation ne se heurta à une résistance sérieuse des "impérialistes" qu'en Indochine française (au VietNam dont les Français durent se retirer en 1954, mais où les Etats-Unis soutinrent ensuite au Sud un gouvernement fantoche, jusqu'en 1975, où ils durent capituler, après avoir largué plus d'explosifs que n'en avaient été utilisés dans toute la Seconde Guerre mondiale; au Cambodge et au Laos), et en Algérie (1954-1962, années pendant lesquelles un pays qui se prétendait civilisé institutionnalisa la torture). Avant d'accorder l'indépendance à l'Inde, la Grande Bretagne avait attisé la rivalité entre hindous et musulmans: il en résulta la partition en deux Etats, l'Inde et le Pakistan en 1947.

En 1965, la colonie blanche de Rhodésie du Sud se proclama indépendante de la grande Bretagne. Le Kenya connut une guerre de guérilla (1952-1956), le Congo belge sombra dans l'anarchie et la guerre civile. Presque toutes les colonies britanniques, belges et françaises d'Afrique furent abandonnées dans les années 1960-1962, seules résistèrent au courant le Portugal et les Etats de colons indépendants.

L'âge d'or

Guerre froide

La guerre froide entre les deux camps des Etats-Unis et de l'URSS a totalement dominé la scène internationale pendant les 45 années qui suivirent la Deuxième Guerre mondiale. Des générations entières ont grandi à l'ombre de batailles nucléaires qui, croyait-on généralement, pouvaient éclater à tout moment et dévaster l'humanité.

Objectivement, il n'existait pas de danger imminent, les gouvernements des deux superpuissances acceptaient la distribution mondiale des zones d'influence, tracées en Europe entre 1943 et 1945 dans le cadre d'accords Roosevelt-Churchill-Staline. Les Etats-Unis décidèrent unilatéralement d'occuper le Japon. L'orientation future des Etats post-coloniaux était loin d'être claire, et c'est la zone où les deux superpuissances continuèrent à se disputer soutien et influence. Dans leur majorité, ils devinrent anticommunistes dans leur politique intérieure, et "non-alignés" dans leur politique étrangère. Alors que l'URSS n'était pas très pressée de voir les communistes prendre le pouvoir en Chine, c'est ce qui se passa cependant.

Les deux camps se trouvèrent engagés dans une folle course aux armements qui conduisit à la destruction mutuelle.

Si un acteur introduisit l'esprit de croisade dans la confrontation internationale, c'est bien les Etats-Unis. Les puissances nucléaires se trouvèrent engagées (mais pas les unes contre les autres) dans trois grandes guerres: en Corée en 1950, au Viet-Nam, et en 1988 en Afghanistan.

Les gouvernements d'union nationale antifascistes qui avaient fait sortir l'Europe de la guerre éclatèrent dans les années 1947-1948 en régimes pro-communistes et anticommunistes homogènes. A l'Ouest, les communistes disparurent des gouvernements pour devenir des parias politiques. L'URSS élimina les non-communistes des "démocraties populaires". La Yougoslavie de Tito rompit avec Moscou en 1948, sans pour autant rejoindre l'autre camp.

L'un des effets de la guerre froide fut que l'Europe créa la "Communauté européenne".

La prédominance économique américaine s'affaiblit peu à peu, le poids de l'économie mondiale se déplaçait des Etats-Unis vers l'Europe et le Japon, que Washington estimait avoir sauvé et reconstruits (plan Marshall de 1947). Les Etats-Unis firent massivement appel au déficit budgétaire pour financer les énormes coûts de leurs activités militaires, notamment au Viêt-Nam. La convertibilité du dollar en or dut être abandonnée en 1971.

Lorsque la guerre froide prit fin, il restait si peu de choses de l'hégémonie économique américaine que les ressources du pays ne suffisaient plus même à financer son hégémonie militaire: la guerre du Golfe contre l'Irak fut financée par les pays qui soutenaient Washington.

Au début des années 1960, la guerre froide sembla se relâcher, on parla de détente, un "téléphone rouge" fut installé entre la Maison Blanche et le Kremlin.

Mais au milieu des années 1970, le monde entra dans ce qu'on a appelé la deuxième guerre froide. Celle-ci coïncida avec un changement majeur de l'économie mondiale, le début, en 1973, d'une période de crise. Au départ, ce changement ne fut guère remarqué, hormis la hausse soudaine des prix de l'énergie provoqué par le coup de force de l'OPEP, le cartel des pays producteurs de pétrole (signe parmi d'autres d'un affaiblissement de la domination mondiale des Etats-Unis).

Deux phénomènes parurent modifier l'équilibre des superpuissances : d'une part la défaite des Etats-Unis au Viet-nam, et la guerre du Yom Kippour, en 1973, entre Israël, soutenu par les Etats-Unis, et l'Egypte et la Syrie, au cours de laquelle les alliés européens refusèrent de laisser les Américains utiliser les bases aériennes dont ils disposaient sur leur territoire; et d'autre part une nouvelle vague de révolutions qui balaya une bonne partie du globe, en Afrique, en Asie et même en Amérique: l'empire africain du Portugal s'effondra et passa sous la coupe des communistes, l'empereur d'Ethiopie était renversé, le Schah d'Iran tombait. Les Soviétiques s'étaient lancés dans un programme d'armements qui devait les mettre au bord de la faillite.

Des gouvernements issus de la droite idéologique, attachés à une forme extrême d'égoïsme économique et de laisser-faire, accédèrent au pouvoir autour de 1980, les plus en vue étant Ronald Reagan aux Etats-Unis et Margaret Thatcher en Grande-Bretagne. Ils menèrent campagne contre l'"Empire du Mal" à l'étranger, croyant à tort que l'URSS était en pleine offensive mondiale.

La guerre froide prit fin au sommet de Reykjavik (1986), lorsque Reagan découvrit que le nouveau secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, reconnaissait la sinistre absurdité de la course aux armements (qui représentait 25 % de la production soviétique, contre les 7 % du titanesque PIB américain).

Mais en définitive, ce n'est pas l'affrontement, mais la détente (l'interaction de l'économie de type soviétique avec l'économie mondiale capitaliste à partir des années 1960), qui eut raison de l'URSS et finit par provoquer son naufrage.

La guerre froide avait entièrement éclipsé tous les conflits et rivalités (sauf un) qui avaient façonné la vie politique mondiale avant la Seconde Guerre mondiale. Elle avait gelé la situation internationale, et stabilisé un état des choses fondamentalement mouvant et provisoire (y compris l'existence de petits Etats, par exemple dans le Golfe Persique). Et elle avait inondé le monde d'armes (ce qui explique en particulier la persistance de guérillas en Angola, en Ethiopie, en Afghanistan).

Les conséquences économiques et politiques de l'effondrement de l' Union soviétique et de l'Europe de l'Est étaient plus dramatiques encore que les difficultés de l'Europe de l'Ouest après la seconde Guerre mondiale, mais personne n'y perçut une urgence globale nécessitant une action immédiate et massive, analogue au plan Marshall de 1947.

On voyait bien qu'une époque était finie, mais l'incertitude la plus extrême régnait sur la nature et les perspectives de la nouvelle.

L'âge d'or

Ce n'est qu'une fois le grand boom terminé, dans le trouble des années 1970, que des observateurs (d'abord, des économistes) commencèrent à se rendre compte que le monde capitaliste développé avait parcouru une phase exceptionnelle de son histoire.

Ceci ne pouvait être perçu par les Etats-Unis. Pour eux, cette période ne faisait que prolonger l'expansion des années de guerre: le pays n'avait souffert aucun dommage, son PNB avait augmenté des deux tiers, et à la fin du conflit le pays assurait près des deux tiers de la production industrielle mondiale. En outre entre 1950 et 1973, sa croissance fut plus lente que celle de tous les autres Etats industriels.

Les pays européens (sauf l' Allemagne) retrouvèrent en 1950 leur niveau de vie d'avant la guerre. L'arme secrète d'une société d'abondance *populaire*, à savoir le plein emploi, se généralisa dans les années 1960, avec un taux de chômage moyen de 1,5 % en Europe occidentale. Le cercle des économies industrielles capitalistes avancées, l'OCDE (organisation de coopération et de développement économique) ne cessa, au fil des années 1960, de réviser à la hausse ses prévisions de croissance: au début des années 1970, elle était censée dépasser, "à moyen terme", les 5 %. Il n'en fut rien.

Dans les années 1950, la poussée économique semblait tout à fait mondiale et indépendante des régimes en place. Dans un premier temps, il sembla même que le camp socialiste eût l'avantage. Dans les années 1960, il apparut cependant clairement que c'était le capitalisme qui menait la course.

La croissance concernait également le monde sous-développé: le nombre des Africains, des Asiatiques de l'Est et du Sud a plus que doublé entre 1950 et 1980, et celui des Latino-Américains a augmenté encore plus vite; l'espérance de vie s'allongea en moyenne de 17 ans entre la fin des années 1930 et la fin des années 1960, la production alimentaire totale augmenta plus vite dans le monde pauvre que dans le monde développé. A partir des années 1970, des écarts importants se creusèrent entre les différentes parties du monde pauvre. Dans les années 1980, la production alimentaire par personne du monde pauvre ne devait plus croître hors de l'Asie du Sud et de l'Est, certaines régions continuèrent à régresser, notamment l' Afrique, l'Amérique centrale et le Proche Orient.

Pendant ce temps, le monde développé souffrait d'un excédent alimentaire dont il ne savait que faire. Il décida de ralentir fortement sa croissance, et la communauté européenne écoula à perte ses "montagnes de beurre " et ses "lacs de lait" en vendant moins cher que les producteurs des pays pauvres.

La production mondiale de produits manufacturés quadrupla entre le début des années 1950 et le début des années 1970, le commerce mondial de produits manufacturés décupla. Pour les céréales, le rendement par hectare doubla presque entre 1950 et 1980.

Personne ne s'inquiétait des conséquences sur l'environnement (par exemple, augmentation de près de 1% par an de la concentration de CO2 dans l'air).

La consommation d'énergie monta en flèche (multipliée par 3 aux Etats-Unis entre 1950 et 1973, le prix de l'énergie étant ridiculement bon marché, 2\$ le baril de pétrole saoudien entre 1950 et 1973).

L'épuisement potentiel de combustibles fossiles avait préoccupé les spécialistes de prospective depuis le milieu du XIXème siècle, mais de nouvelles sources étaient découvertes plus vite qu'on ne pouvait les utiliser.

L'explosion économique fut d'abord perçue comme une mondialisation de la situation des Etats-Unis d'avant 1945: généralisation de l'automobile (et le mode de production de Henry Ford se propagea à travers le monde, et à d'autres formes de production, du logement au fast food - Mc Donald), du réfrigérateur, de la machine à laver et du téléphone. Il était désormais possible au citoyen moyen des pays riches de vivre comme seuls les riches vivaient au temps de leurs parents- sauf que la mécanisation avait remplacé les domestiques. La révolution technique créa des produits nouveaux : plastiques, nylon, télévision, magnétophone, transistors, ordinateurs, disques, photo, médicaments. Elle transforma la vie dans le monde riche, mais aussi dans une moindre mesure dans le monde pauvre (radio, sandales en plastique. La "recherche-développement " devint un élément central de la croissance économique (ce qui a contribué à renforcer les "économies de marché" sur les autres). Les technologies nouvelles ont eu pour effet d'économiser de la main d'œuvre, voire de la remplacer. Les hommes devenaient de moins en moins nécessaires, si ce n'est comme consommateurs. Cependant, la dynamique et le rythme de la poussée économique a été tel que, l'espace d'une génération, le phénomène n'a pas été évident (la classe ouvrière industrielle a maintenu, voire accru, ses effectifs dans la population active).

Il n'est pas d'explications réellement satisfaisante de ce "Grand Bond en Avant" de l'économie capitaliste mondiale. Il ne se résumait pas au rattrapage des Etats-Unis.

Il y eut l'émergence d' une "économie mixte" qui permit aux Etats de planifier et de gérer plus facilement la modernisation économique et augmenta aussi considérablement la demande. L'attachement des gouvernements au plein emploi et à la réduction des inégalités sociales assura un marché de masse pour des produits de luxe désormais considérés comme de première nécessité. Dans les années 1930, même dans un pays riche comme les Etats-Unis, l'alimentation représentait encore un tiers des dépenses des ménages; au début des années 1980, cette part était tombée à 13 % seulement.

Par ailleurs, la division internationale du travail devint de plus en plus élaborée et sophistiquée, dans un premier temps largement confinée aux pays du camp américain. Le noyau dur des pays capitalistes occidentaux commerçait avec le monde outre-mer, se procurant matières premières et denrées alimentaires à meilleur prix. Mais la véritable explosion a été celle du commerce des produits industriels.

Les principales innovations qui commencèrent à changer le monde presque sitôt après la guerre furent peut-être chimiques et pharmaceutiques. Leur impact sur la démographie du tiers-monde fut immédiat. La révolution sexuelle occidentale des années 1960 et 1970 fut rendue possible par les antibiotiques, qui semblèrent éliminer les grands risques de la promiscuité sexuelle en permettant de soigner aisément les maladies vénériennes. De même , c'est dans les années 1960 que se généralisa la pilule contraceptive.

Mais la principale explication du grand bond en avant semble être le mariage entre le libéralisme économique et la démocratie sociale, avec de larges emprunts à l'URSS, qui avait la première introduit l'idée de planification économique. C'est bien pourquoi la réaction des théologiens du marché fut si vive

dans les années 1970 et 1980, lorsque la réussite économique cessa de protéger les politiques fondées sur ce mariage. Des hommes comme l'économiste autrichien Friedrich von Hayek (1899-1992) n'avaient jamais voulu reconnaître que les activités économiques qui interféraient avec le laisser-faire donnaient des résultats; ils n'étaient au contraire jamais à court d'arguments subtils pour dire que ça ne pouvait pas fonctionner. Ils continuèrent donc à condamner les politiques qui firent de l' Age d'or un âge d'or, mais entre les années 1940 et 1970, nul ne prêta attention à ces Vieux Croyants.

Si le capitalisme avait ainsi été réformé, c'est que les dirigeants avaient tiré les leçons du grand Marasme: ils ne voulaient pas laisser s'effondrer le système commercial et financier mondial, et le monde se fragmenter en économies nationales ou en empires autarciques; ils acceptaient le rôle central de l'économie américaine et du dollar; ils voulaient encadrer le marché par la planification publique et la gestion de l'économie; ils ne voulaient pas laisser le chômage prendre de nouveau un caractère massif.

La propriété et la gestion publique des industries avaient été largement étendues dans les pays occidentaux après 1945. L'avenir était à l' "économie mixte". Après tout, c'est ainsi que la Grande-Bretagne et même les Etats-Unis avaient géré leurs économies de guerre.

Lorsque le modèle initial des Nations Unies s'effondra avec la guerre froide, les deux institutions internationales mises en place dans le cadre des accords de Bretton Woods (1944) furent de facto subordonnées à la politique américaine: la Banque mondiale (BIRD, banque internationale pour la reconstruction et le développement) et le Fonds monétaire international (FMI). Le projet d'organisation du commerce international accoucha de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), structure visant à réduire les barrières douanières par des négociations périodiques.

La grande expansion de l'Age d'or se nourrit de migrations intérieures (notamment l'exode rural) et internationales (au début des années 1970, les pays européens développés avaient accueilli près de 7,5 millions d'immigrés,; dans les décennies qui suivirent 1973, ce phénomène devait se traduire par une forte recrudescence de la xénophobie en Europe).

A partir des années 1960, commença à se former une économie de plus en plus transnationale. On vit se développer la finance *offshore* : en domiciliant le siège social des entreprises dans des territoires en général tout petits et fiscalement généreux, les entrepreneurs évitaient les impôts et autres contraintes de leurs pays d'origine. On vit des flux de capitaux colossaux se déplacer d'un pays à l'autre en quête de profits rapides (eurodollars, pétrodollars). En 1984, le chiffre d'affaires des 200 plus grandes entreprises du monde (non socialiste) équivalait à 26 % du PNB de cette partie du monde (85 % des 200 géants étaient basés aux Etats-Unis). L'industrie commença à quitter les zones à coûts élevés pour les sites à main d'œuvre bon marché. Pour les multinationales géantes, le monde le plus commode est un monde sans Etats.

Les premiers Etats-providence (au sens où les dépenses sociales -maintien des revenus, soins de santé, éducation- représentent la plus grosse part des dépenses publiques) apparurent autour de 1970. 1973 marqua la fin de l' Age d'or. Celui-ci avait accompli la révolution des affaires humaines la plus spectaculaire, rapide et profonde de toute l'histoire.

La révolution sociale, 1945-1990

Pour 80% de l'humanité, le Moyen Age s'arrêta subitement dans les années 1950. Mieux encore, on eu le *sentiment* qu'il était fini dans les années 1960.

Le changement le plus spectaculaire et le plus lourd de conséquences de la seconde moitié de ce siècle, celui qui nous coupe à jamais du monde passé, c'est la mort de la paysannerie. Depuis le néolithique, la plupart des êtres humains avait vécu de la terre et du bétail ou de la pêche. Au début des années 1980, moins de 3 Britanniques ou Belges ou Américains (des Etats-Unis) sur 100 étaient dans l'agriculture. En Espagne et au Portugal, par exemple, les agriculteurs , qui représentaient près de la moitié de la population en 1950, sont tombés à 14,5% et 17,6 % trente ans plus tard.

Mais le même phénomène a marqué les pays pauvres: en Amérique latine, dans les pays de l'islam occidental.

Seules trois régions restaient dominées par leurs villages et leurs champs: l'Afrique sub-saharienne, l'Asie du Sud-est continentale, et la Chine.

L'extraordinaire poussée de productivité était due à la mécanisation, mais aussi à la chimie agricole, à l'élevage sélectif, à la biotechnologie.

La population quittait les campagnes pour les villes. Les agglomérations urbaines les plus gigantesques se trouvent dans le tiers monde: Le Caire, Mexico, Sao Paulo, Shanghai.

Presque aussi spectaculaire est l'essor de l'éducation, la généralisation de l'alphabétisation, l'explosion des effectifs universitaires. Avant la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne ne comptaient que 150 000 étudiants, soit 0,1 % de leur population. A la fin des années 1980, les étudiants se comptaient par millions, et formaient dans bien des pays 2,5 % voire 3 % de la population totale (y compris dans des pays comme l'Equateur ou les Philippines. Cette masse devait peser d'un certain poids sur le plan politique, comme on l'a vu lors de la révolte estudiantine en Europe en 1968.

Les classes ouvrières connurent des transformations importantes. Les industries minières et sidérurgiques déclinèrent, le textile, l'habillement, l'industrie de la chaussure migrèrent en masse. L'automatisation se répandit. La cohésion consciente de la classe ouvrière avait atteint son apogée dans les pays développés plus anciens à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Elle fut minée par le développement du plein emploi et de la consommation de masse (la télévision, le téléphone, ...). Dans la Grande-Bretagne de Mme Thatcher, alors que, avec le démantèlement de la protection publique et syndicale, le sort des 20 % d'ouvriers du bas de l'échelle devint pire, en comparaison du reste des ouvriers, qu'il ne l'était un siècle auparavant, les 10 % d'ouvriers les mieux lotis se félicitaient, eux, de l'amélioration de leur situation. Pour la première fois, les ouvriers qualifiés comptèrent parmi les soutiens potentiels de la droite...

En 1940, les femmes mariées qui vivaient avec leur mari et exerçaient une activité rémunérée formaient moins de 14 % de la population féminine totale des Etats-Unis; en 1980, elles étaient plus de la moitié. Le même mouvement affecta le monde entier. La participation massive des femmes sur le marché du travail explique le regain impressionnant des mouvements féministes à partir des années 1960. Il en résulta une révolte des femmes contre les doctrines impopulaires de l'Eglise (notamment sur le divorce et l'avortement), et une revendication pour l'égalité des sexes.

Révolution culturelle

On vit se multiplier les divorces, en tout cas dans les pays occidentaux "développés" : par exemple, le taux de divorces a été multiplié, entre 1970 et 1985, par trois, en Belgique, en France et aux Pays-Bas, par 2 au Danemark et en Norvège. Le nombre de personnes isolées commença à monter en flèche, jusqu'à atteindre près de la moitié des ménages dans de nombreuses villes occidentales. Les mêmes phénomènes apparaissaient dans le monde en voie de "modernisation".

Culture jeune, disques, cassettes, tourisme international.

Les jeunes vivaient dans des sociétés coupées de leur passé, qu'elles fussent transformées par la révolution, comme en Chine, en Yougoslavie et en Egypte; par la conquête et l'occupation, comme l'Allemagne et le Japon; ou par la fin des colonies.

Dans la plus grande partie du tiers-monde, c'est entre les 2/5 et la moitié des habitants qui, dans cette moitié du siècle, avait moins de 14 ans. Fossé des générations.

Le rock sortit du ghetto des Noirs américains désargentés pour devenir le langage universel des jeunes, et notamment des jeunes blancs.

1965 fut la première année où l'industrie française de l'habillement pour femmes produisit plus de pantalons que de jupes.

Libération personnelle et libération sociale allaient de pair, le sexe et la drogue étant les moyens les plus évidents de briser le joug de l'Etat, le pouvoir des parents et des voisins, de la loi et des conventions. Un immense marché de la cocaïne se développa à partir de la fin des années 1960, ce phénomène eut pour effet de transformer pour la première fois le crime en un immense marché juteux.

En Occident, les institutions les plus gravement sapées par le nouvel individualisme moral ont été la famille et les églises traditionnelles, dont l'effondrement a été spectaculaire dans le dernier tiers du siècle.

Le système capitaliste s'appuyait sur des penchants qui n'avaient aucun lien avec la poursuite de l'avantage individuel : l' "habitude du travail", la fierté du travail accompli, la confiance mutuelle. Il pouvait fonctionner en leur absence, mais en ce cas, il devenait étrange et problématique : c'est ce qui se produisit au cours de la vogue des "prises de contrôle" pirates qui balayèrent les Etats voués à l'ultra-liberté des marchés, comme les Etats-Unis et la Grande-Bretagne des années 1980. La révolution culturelle du troisième tiers du siècle a commencé à ronger les atouts que le capitalisme avait reçus en héritage et à montrer combien il était difficile de s'en passer.

Le tiers-monde

La décolonisation et la révolution ont transformé de fond en comble la carte politique du globe. L'explosion démographique des pays pauvres (due à l'innovation médicale et pharmaceutique) est probablement le changement le plus fondamental du Court Vingtième siècle. Le doublement de la population mondiale entre 1950 et 1990, et le doublement prévisible de celle de l'Afrique en moins de trente ans, sont des phénomènes historiques sans précédent.

Une des conséquences a été de creuser l'écart entre pays avancés et pays retardataires. Certains pays (Inde, Chine) eurent recours à la contrainte pour imposer la limitation des naissances.

Au sortir de la guerre et de la colonisation, les Etats du monde pauvre adoptèrent des systèmes politiques dérivés de leurs anciens maîtres impériaux ou de leurs conquérants: beaucoup étaient enclins à suivre le modèle soviétique. Reste que dans les années 1980, nombreux étaient les pays dirigés par des militaires (Algérie, Congo, Ethiopie, , ...).

Nous sommes tellement habitués aux coups d'Etat et aux régimes militaires dans le monde qu'il faut rappeler que, dans son ampleur actuelle, c'est un phénomène nouveau (sauf en Amérique latine).

Les Etats les plus ambitieux décidèrent de s'arracher à leur arriération agraire par une industrialisation systématique. Certains gouvernements nationalisèrent leur production de pétrole. Mais les difficultés vinrent du manque d'experts, d'administrateurs et de cadres économiques qualifiés et expérimentés, qui firent échouer bien des projets de modernisation, notamment en Afrique sub-saharienne.

Cependant, certains pays connurent un décollage économique (par exemple le Brésil ou le Mexique, au prix de la bureaucratie, d'une corruption spectaculaire et de beaucoup de gaspillages) en adoptant la voie du développement économique planifié ou parrainé par l'Etat.

Le développement ne présentait pas d'intérêt immédiat pour la grande majorité des habitants du tiers-monde, qui vivaient en cultivant leurs denrées alimentaires. Dans les régions fertiles et pas trop peuplées, ce qui est le cas d'une bonne partie de l'Afrique noire, la plupart des habitants s'en sortaient assez bien quand ils étaient livrés à eux-mêmes, ils n'avaient nul besoin de leurs Etats. Peu de continents entrèrent dans l'ère de l'indépendance avec de pareils atouts, mais ils furent rapidement dilapidés. La plupart des paysans du monde asiatique étaient beaucoup plus pauvres, parfois, comme en Inde, désespérément pauvres depuis la nuit des temps, tandis que la pression démographique sur des terres limitées était déjà plus forte.

Le pouvoir passa aux mains de ceux qui avaient fait des études. Il s'ensuivit une soif de savoir, et une massive migration du village vers la ville.

La réforme agraire fut généralisée, sa justification reposant non pas sur la productivité, mais sur l'égalité. Dans l'ensemble, le développement économique a eu tendance à accroître, puis, à plus long terme, à

diminuer l'inégalité dans la répartition du revenu national, bien que le déclin économique et la croyance théologique dans l'économie de marché aient dernièrement commencé ici et là à renverser la tendance.

Le "tiers-monde" a été défini par opposition au "premier monde" des pays capitalistes développés et au "deuxième monde" des pays communistes. Bien qu'il s'agisse d'un ensemble très disparate, tous avaient des gouvernements qui voulaient "développer" leur pays. Les animateurs du mouvement étaient d'anciens révolutionnaires radicaux des colonies (Nehru, Sukarno, Nasser) et un communiste dissident (Tito, en Yougoslavie), et se voulaient socialistes à leur manière, étant disposés à accepter l'aide de l'URSS, mais en restant "non alignés" sur le plan diplomatique. Les Etats-Unis recherchaient le soutien des éléments les plus conservateurs du tiers-monde.

La confrontation des superpuissances stabilisa les relations interétatiques, sans les maîtriser totalement. Il y eut plusieurs guerres: Inde-Chine (1962); Inde-Pakistan (1965; 1971); Israël avec les pays arabes, à plusieurs reprises; Grèce - Turquie, à propos de Chypre; Iran-Irak (1980-1988); Koweït, soutenu par les Etats-Unis et Irak (1991).

L'écart entre le monde développé (pays de l'OCDE) et le monde arriéré s'accrut. Le PNB par personne du premier groupe était en 1970 14,5 fois plus élevé que celui du second; en 1990, ce nombre était passé à plus de 24.

Le tiers-monde éclata entre plusieurs groupes : les pays exportateurs de pétrole (OPEP) devinrent extrêmement riches; une partie du tiers-monde s'industrialisa rapidement au point de rejoindre le premier monde (on parla des NPI, nouveaux pays industrialisés: Hong-Kong, Singapour, Taiwan, la Corée du Sud, l'Inde, le Brésil, le Mexique, et quelques autres); une partie s'enfonçait dans la misère (beaucoup en Afrique noire).

Le "socialisme réel"

En gros, le secteur socialiste de la planète avait pris sa forme en 1950, il rassemblait près d'un tiers de la population mondiale. En Europe, la fin des années 1980 devait voir l'effondrement des systèmes économiques et sociaux de cette région en même temps que de ses régimes politiques. En Orient, les systèmes politiques devaient se maintenir, mais la restructuration économique mise en œuvre équivalait à une liquidation du socialisme tel qu'on l'avait compris jusque là.

Les relations de ce secteur avec le reste de l'économie mondiale étaient des plus succinctes. Il fallut attendre les années 1970 et 1980 pour voir apparaître les signes de l'intégration de l'économie socialiste à l'économie mondiale (ce fut alors le commencement de la fin).

Calqué sur le modèle soviétique, le système politique reposait sur un parti unique fortement hiérarchisé et autoritaire, qui monopolisait la puissance étatique, gérant une économie planifiée et obéissante.

Entre les deux guerres, et surtout dans les années 1930, le taux de croissance de l'économie soviétique devait dépasser celui de tous les autres pays, le Japon excepté. Dans les 15 années qui suivirent la seconde Guerre mondiale, les économies du "camp socialiste" enregistrèrent une croissance bien supérieure à celle de l'Ouest, à tel point que des dirigeants soviétiques comme Nikita Krouchtchev crurent que le socialisme allait devancer le libéralisme (le Premier ministre britannique Harold Macmillan en était lui aussi persuadé).

Pour lutter contre la contre-révolution et l'intervention étrangère, Lénine avait, en 1918, nationalisé toutes les industries, s'inspirant de l'économie de guerre allemande de 1914-1918; mais il avait ensuite, en 1921, lancé (en même temps que le Comité de planification d'Etat, le Gosplan) la nouvelle politique économique (la NEP), qui eut pour effet de réintroduire le marché (et permit à la production industrielle soviétique de

retrouver en 1926 son niveau d'avant-guerre). Les radicaux, comme les partisans de Trotski, souhaitaient une rupture avec la NEP et une campagne massive d'industrialisation: telle fut la politique finalement adoptée sous Staline.

Staline fut un autocrate d'une férocité, d'une cruauté et d'une absence de scrupule uniques. Dans les circonstances de l'époque, néanmoins, toute politique de modernisation rapide était nécessairement implacable et jusqu'à un certain point coercitive, parce qu'il fallait l'imposer à la grande masse de la population et qu'elle n'allait pas sans la soumettre à de sérieux sacrifices.

En l'espace de quelques années, l'industrialisation forcée transforma l'URSS en une grande économie industrielle capable de survivre et de gagner la guerre contre l'Allemagne.

Si le système maintint la consommation de la population au plus bas (en 1940, à peine plus d'une paire de chaussures par habitant), il garantissait ce minimum social (les choses changèrent après la mort de Staline, lorsque l'octroi de privilèges spéciaux à la nomenklatura échappa à tout contrôle). Sur le plan éducatif, le système se montra beaucoup plus généreux.

La collectivisation forcée de l'agriculture qui succéda à la NEP eut des résultats désastreux, l'URSS cessa d'être capable de nourrir sa population (alors que la Russie tsariste avait été un grand exportateur de produits agricoles).

La bureaucratisation, le manque de souplesse (et d'innovation), furent d'autres handicaps du système soviétique. Le plan privilégia toujours les biens d'équipement, au détriment des biens de consommation. Le marché noir se répandit.

Après 1950, le Goulag se vida, l'URSS resta une société qui maltraitait ses citoyens, mais elle avait cessé de les emprisonner et de les tuer à une échelle exceptionnelle. Dans les années 1980, sa population carcérale était nettement inférieure à celle des Etats-Unis (268 détenus pour 100 000 habitants contre 426).

Le nombre de victimes fut considérable : 10 millions ? 20 millions ?

Si brutal et dictatorial qu'il fut; le système soviétique n'était pas "totalitaire". Le régime eut au contraire pour effet de dépolitiser ses citoyens à un degré étonnant.

L'émiettement du bloc soviétique commença avec la mort de Staline, en 1953, mais surtout avec les attaques contre l'ère stalinienne, par Krouchtchev en 1956. L'effet fut immédiat : nouvelle direction réformatrice en Pologne , révolution en Hongrie (écrasée par l'armée russe), "printemps de Prague" en 1968.

Personne, au début des années 1970, n'imaginait plus que les économies du "socialisme réellement existant" puissent rattraper ou dépasser les économies non socialistes, voire même en suivre le rythme.

La débacle

Les décennies de crise

L'histoire des décennies qui commencent en 1973 est celle d'un monde qui a perdu ses repères pour sombrer dans l'instabilité et la crise. Mais il aura fallu attendre les années 1980 pour s'apercevoir à quel point les fondations de l'Age d'or s'étaient irrémédiablement désagrégées.

Et cependant, pendant cette période, la croissance économique se poursuivit, quoiqu'à un rythme sensiblement plus lent qu'au cours de l'Age d'or. A la fin du Court Vingtième Siècle, les pays du monde

capitaliste développé étaient, dans leur ensemble, beaucoup plus riches et productifs qu'au début des années 1970. En revanche, la situation était beaucoup moins rose dans certaines parties du globe. En Afrique, en Asie occidentale et en Amérique latine, le PIB par tête cessa de croître. Et les économies de l'ancienne région du "socialisme réel" connurent un effondrement total après 1989. Le PIB de la Russie, par exemple, chuta de 17 % en 1990, de 19 % en 1991, de 11 % en 1992. A l'inverse, l'économie chinoise, et celle d'une bonne partie de l'Asie du Sud-Est et de l'Est, connaissaient une croissance spectaculaire.

Mais si l'économie capitaliste mondiale était florissante, la pauvreté, le chômage de masse, la misère, l'instabilité resurgirent après 1973. En Europe occidentale, le chômage passa d'une moyenne de 1,5 % de la population active dans les années 1960 à 11 % en 1993. A New York, en 1993, c'est chaque nuit 23 000 hommes et femmes qui chaque nuit dormaient dans les rues ou dans les refuges publics; on comptait 400 000 sans domicile fixe en 1989 au Royaume-Uni. Les inégalités s'étaient accrues de manière spectaculaire. Dans les plus inégalitaires des économies de marché développées (Australie, Nouvelle-Zélande, Etats-Unis, Suisse), les 20 % des ménages les plus aisés disposaient d'un revenu en moyenne de 8 à 10 fois supérieur à celui des 20 % les moins favorisés, et les 10 % les plus riches engrangeaient de 20 à 25 % du revenu total de leur pays. Mais les inégalités étaient pires encore dans des pays pauvres comme le Guatemala, le Mexique, le Sri Lanka ou le Botswana, où les 10 % les plus riches se voyaient octroyer plus de 40% du revenu total de leur pays (et au Brésil, la moitié !).

L'élément central des Décennies de crise n'est pas que le capitalisme ne fonctionnait plus aussi bien qu'à l'Age d'or, mais qu'il était devenu incontrôlable. L'Etat national perdit ses pouvoirs économiques. Au début, les gouvernements -souvent socio-démocrates- cherchèrent à gagner du temps, et appliquèrent les vieilles recettes de l'économie keynésienne. La seule autre solution était celle que propageaient les théologiens ultra-libéraux de l'économie. Friedrich von Hayek reçut le Prix Nobel d'Economie en 1974, deux ans avant Milton Friedman, lui aussi champion de l'ultra-libéralisme économique (celui-ci put voir ses théories mises en œuvre au Chili, après le renversement, en 1973, avec l'aide des Etats-Unis, du gouvernement populaire de Salvador Allende, par le général Pinochet, devenu dictateur). Spectaculaire réussite économique du XX^{ème} siècle, la social-démocratie suédoise n'inspirait que méfiance et aversion aux néo-libéraux.

Pour nombre d'entre nous, toutes choses égales par ailleurs, une société dans laquelle les citoyens sont prêts à apporter une aide désintéressée à des concitoyens inconnus, ne fut-ce que symboliquement, vaut mieux qu'une société où ils s'y refusent.

Les tenants de l'économie de l'Age d'or se trouvèrent coincés entre les exigences du capital et celles du travail, alors que la croissance de l'Age d'or n'était plus là pour permettre aux profits et aux revenus salariaux d'augmenter concurremment sans se nuire.

Le modèle de l'Age d'or pâtit, encore plus profondément peut-être, de la mondialisation de l'économie. A partir de 1970, celle-ci mit les gouvernements à la merci d'un "marché mondial" incontrôlable. Deux ans après la triomphale élection de François Mitterrand, une crise de la balance des paiements obligeait la France à dévaluer sa monnaie, et à instaurer une politique d'"austérité à visage humain".

Mais la plupart des gouvernements néo-libéraux furent eux aussi bien obligés de gérer et de diriger leur économie, tout en prétendant encourager seulement les forces du marché. En réalité, il n'y eut jamais de politique économique néo-libérale unique ou spécifique -sauf, après 1989, dans les anciens Etats socialistes de la région soviétique, où, sur les conseils des "jeunes prodiges" de la science économique occidentale, on essaya d'abandonner du jour au lendemain l'économie au jeu du marché. Comme c'était à prévoir, l'effet fut désastreux.

Les Décennies de crise éliminèrent la main d'œuvre à un rythme spectaculaire, même dans les industries clairement en expansion. Entre 1950 et 1970, aux Etats-Unis, le nombre d'opérateurs de lignes téléphoniques baissa de 12 % alors que dans le même temps le nombre d'appels quintuplait. Entre 1970 et 1980, il baissa de 40 % tandis que les appels triplaient.

La nouvelle division internationale du travail transféra les industries des continents anciens vers de nouveaux. Les industries à forte intensité de main d'œuvre ont émigré des pays de hauts salaires vers des pays de bas salaires. La production a éliminé les êtres humains plus rapidement que l'économie de marché n'a su leur trouver de nouveaux emplois. D'autant que la théologie du marché prônait le transfert d'emplois vers des formes d'entreprise maximisant le profit, c'est-à-dire les entreprises privées, qui, par définition, ne connaissent d'autre intérêt que leur intérêt pécuniaire.

Dans les pays riches du capitalisme, les personnes chassées de leur emploi pouvaient compter sur des systèmes de protection sociale. Mais dans les pays pauvres, ils s'en allèrent grossir les rangs d'une économie informelle ou parallèle.

Le sentiment de désorientation et d'insécurité se répandit, y compris chez de nombreux cols blancs et diplômés.

La traduction politique fut la désaffection envers les partis socio-démocrates, l'émergence de mouvements écologistes, "féministes" ou autres, la montée des mouvements xénophobes et racistes.

Une crise semblable, à partir de 1970, a commencé à miner le "deuxième monde" des "économies planifiées". La défense de l'environnement devint un enjeu électoral important. Bien des réformateurs du monde socialiste auraient voulu transformer le communisme en un système proche de la social-démocratie occidentale.

Pendant les décennies de crise, un des seuls points communs à l'ensemble des pays du Tiers-Monde fut que ces pays s'étaient lourdement endettés (60 à 110 milliards de dollars pour le Brésil, le Mexique et l'Argentine, qui battaient les records). Un vent de panique souffla au début des années 1980, quand ces pays ne furent plus en mesure de payer les intérêts de la dette. L'un des principaux effets des Décennies de crise fut de creuser l'écart entre les pays riches et les pays pauvres. Le PIB par tête de l'Afrique subsaharienne tomba de 14 % de celui des pays industrialisés à 8 % entre 1960 et 1987, celui des pays "les moins avancés" passa de 9 à 5 %.

En renforçant son emprise sur le monde, l'économie transnationale a miné une institution majeure, et, depuis 1945, quasiment universelle, l'Etat-nation territorial, qui vit la part des affaires sur laquelle il exerçait quelque contrôle se réduire, y compris la redistribution des revenus via les "transferts sociaux", l'éducation, les soins de santé et autres allocations.

L'affaiblissement de l'Etat-nation alla de pair avec la mode consistant à découper les Etats en entités plus petites : ainsi la Yougoslavie fut démembrée, de même que la Tchécoslovaquie. Tandis que des régions riches voulaient faire sécession (la "Padanie" en Italie). A l'inverse, la Communauté européenne, qui devint l'Union européenne, renforça des liens de plus en plus forts entre les Etats qui la constituaient.

Le tiers-monde et la révolution

Depuis 1950, il est fort peu d'Etats du tiers-monde de quelque importance qui n'ait connu de révolution ou coup d'Etat militaire (la principale exception étant l'Inde). Les Etats-Unis, qui voyaient dans tous ces pays des risques de subversion communiste, se mirent à combattre ce danger par tous les moyens. C'est ce qui contribua à faire du tiers-monde une zone de guerre permanente. On estime à 19 ou 20 millions le nombre de victimes des conflits qui se sont succédé entre 1945 et 1983, presque tous dans le tiers-monde.

En Indonésie en 1965, environ un demi-million de communistes, réels ou supposés, furent tués après une tentative de coup d'Etat pro-communiste : probablement la plus grande boucherie politique de l'histoire. Beaucoup de guerillas suivirent le modèle de Cuba, où en 1959 Fidel Castro renversa le dictateur militaire.

En 1958-1960, la Chine rompit avec l'URSS, les partis communistes occidentaux (surtout les Italiens) prirent leurs distances avec Moscou.

En avril 1974, le plus vieux régime de droite du continent, au Portugal, fut renversé, suivi par l'effondrement, en Grèce, de la dictature militaire, puis, en 1975, par le retour à la démocratie, en Espagne, à la suite de la mort du général Franco.

Au Cambodge, le régime maoïste de Pol Pot a tué près de 20 % de la population, avant d'être chassé du pouvoir par une invasion vietnamienne en 1978.

Le renversement du schah d'Iran en 1979 fut de loin la plus grande révolution des années 1970. Ce fut une réaction au programme de modernisation et d'industrialisation accélérées lancé par le Schah avec l'aide massive des Etats-Unis. Le niveau de vie de la plupart des Iraniens qui n'étaient pas impliqués dans le secteur moderne de l'économie avait plongé dans les années qui précédèrent la révolution. L'étincelle vint du clergé islamique (avec à leur tête l'ayatollah Khomeiny exilé en France). La révolution iranienne est la première qui ait été accomplie et gagnée sous l'étendard du fondamentalisme religieux.

Le monde qui aborde le troisième millénaire n'est pas un monde d'Etats ou de sociétés stables. C'est un monde plein de violence, et plein d'armes.

Le monde du troisième millénaire restera donc très certainement un monde de violences politiques et de changements politiques violents. Seule la direction dans laquelle ils conduiront reste incertaine.

La fin du socialisme

A juste raison, la Chine voyait dans sa civilisation classique, son art, son écriture et son système de valeurs une source d'inspiration et un modèle reconnu pour d'autres - et notamment le Japon lui-même. Le rattrapage de son retard technique ne pouvait se faire qu'au prix d'une révolution sociale, qui fut en même temps une révolution culturelle contre le système confucéen.

A l'époque où les communistes prirent le pouvoir, le Chinois moyen vivait d'un demi-kilo de riz par jour, et consommait moins de 80 *grammes* de thé *par an*. Il s'achetait une nouvelle paire de chaussures une fois tous les cinq ans.

La résistance à la conquête japonaise avait fait des communistes chinois les chefs et les représentants du peuple tout entier.

Sun Yat-sen, le chef du Guomindang, était un patriote, démocrate et socialiste. Le parti Guomindang avait tenté de reconstruire une seule et puissante République chinoise à partir des débris de l'Empire que les seigneurs de la guerre se disputaient depuis sa chute en 1911. L'aide des Soviétiques permit aux communistes d'être intégré au mouvement national officiel et, après la mort de Sun en 1925, de prendre part à la grande progression vers le Nord qui vit la République étendre son contrôle à la moitié de la Chine qu'elle n'avait pas sous sa coupe. Chiang Kai-shek, le successeur de Sun, ne devait jamais parvenir à s'imposer au pays tout entier, alors même qu'en 1927 il rompit avec les Russes et se retourna contre les communistes.

Ceux-ci se lancèrent alors dans une guerre de guérilla paysanne contre le Guomindang. En 1934, leurs armées furent obligées de battre en retraite dans un coin reculé du Nord-Est : ce fut l'héroïque "Longue Marche", qui fit de Mao Zedong le chef incontesté du Parti communiste.

Le Guomindang étendit son contrôle sur la majeure partie du pays, jusqu'à l'invasion japonaise de 1937. Lorsque les communistes prirent le pouvoir en 1949, après avoir balayé les forces du Guomindang au cours d'une brève guerre civile, ils étaient pour le peuple chinois le seul gouvernement légitime de la Chine, les véritables successeurs des dynasties impériales.

Les paysans augmentèrent leur production de céréales de plus de 70 % entre 1949 et 1956.

Mais ensuite le peuple chinois connut un véritable chemin de croix, marqué par la collectivisation ultra-rapide de l'agriculture paysanne (1955-1957); le "Grand bond en Avant" de l'industrie en 1958, suivi par la formidable famine de 1959-1961; la "révolution culturelle", qui vit la disparition complète de l'enseignement supérieur (1966-1976).

Après la mort de Mao, en 1976, la Chine suivit un nouveau cours, sous la houlette d'un chef pragmatique, Deng Xiaoping.

Dans les années 1970 et 1980, l'URSS régressa sur la scène internationale; si en 1960, elle exportait surtout des machines et des biens d'équipement, en 1985, elle dépendait surtout de ses exportations d'énergie (pétrole et gaz). Le régime connaissait une certaine dégénérescence, caractérisée par l'incompétence et la corruption.

Le signal de la fin vint de la Pologne. L'opinion publique de ce pays était largement unie par son hostilité au régime, par un nationalisme anti-russe (et antisémite); l'église avait conservé une organisation indépendante; la classe ouvrière avait à plusieurs reprises démontré sa puissance politique par des grèves massives. Un mouvement ouvrier très organisé vit le jour (Solidarnosc), avec le soutien de l'Eglise (encouragée par l'élection du 1er pape polonais de l'histoire, Jean-Paul II).

En Union soviétique, en 1985, un fervent réformateur accéda au pouvoir, Mikhaïl Gorbatchev, représentant une nouvelle génération de cadres éclairés. Il voulut mettre un terme à la guerre froide (le conflit en Afghanistan, attisé par les Etats-Unis, devenait ruineux pour l'économie soviétique), et y réussit très vite, gagnant ainsi une grande popularité en Occident. Il eut moins de succès dans sa tentative de réformer l'économie soviétique (par la *perestroïka*, restructuration de l'économie et de l'appareil politique, et la *glasnost*, liberté de l'information), car il se heurta à l'inertie du parti et du peuple (l'ère brejnévienne fut en effet pour la plupart des citoyens soviétiques la meilleure époque qu'eux ou leurs parents eussent jamais connue). Le pays s'enfonça dans l'anarchie économique (la Russie de 1989, pour la première fois depuis la naissance de la planification, n'eut plus de Plan quinquennal), le niveau de vie des citoyens chuta.

Entre août 1989 et la fin de l'année, le pouvoir communiste abdiqua en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Roumanie, en Bulgarie et en République démocratique allemande. Peu après, la Yougoslavie et l'Albanie cessèrent d'être des régimes communistes. La RDA allait être annexée à la république fédérale d'Allemagne, et la Yougoslavie se disloqua dans la guerre civile. Pékin fit appel à la troupe pour disperser une immense manifestation d'étudiants sur la place Tienanmen.

En 1991, Gorbatchev, pour préserver l'existence d'un pouvoir central fédéral, négocia un Traité d'union entre les Républiques qui constituaient l'URSS. Deux jours avant l'entrée en vigueur de ce Traité, un coup d'Etat déposa Gorbatchev.

Boris Eltsine, qui venait d'être élu président de Russie, s'opposa à ce coup d'Etat, et en profita pour dissoudre le parti communiste, et pour reprendre pour la République de Russie ce qui restait des actifs de l'URSS. Quelques mois plus tard, celle-ci disparut officiellement.

L'Ukraine proclama son indépendance. La Russie revint aux dimensions d'avant Pierre le Grand (1672-1725), laissant un vide international entre Trieste et Vladivostock, une immense zone de désordres, de conflits et de catastrophes potentielles.

Dans quelle mesure la faillite de l'expérience soviétique sème-t-elle le doute sur tout le projet du socialisme traditionnel, d'une économie essentiellement basée sur la propriété sociale et la gestion planifiée des moyens de production, de distribution et d'échange ?

Il était clair que cette économie devait reposer sur des *prix*, à la fois établis par le marché et sur des "prix comptables" réalistes. L'échec du socialisme soviétique ne préjuge pas de la possibilité d'autres types de socialisme.

L'avant-garde se meurt: les arts après 1950

La technologie a révolutionné les arts en les rendant omniprésents. La radio devint universelle grâce au transistor et à la pile de longue durée. La cassette rendit la musique facilement transportable. La télévision est devenue presque universellement accessible.

L'Europe a cessé d'être le grand foyer des arts majeurs.

La peinture n'était plus ce qu'elle avait été entre les deux guerres.

En musique classique, le déclin des genres anciens fut dissimulé par leur exécution toujours plus fréquente, mais essentiellement sous la forme d'un répertoire de classiques morts.

Dans le domaine du roman, la régression du genre du XIX^{ème} siècle n'est pas moins évidente. Si l'on recherche les romanciers qui ont pris pour sujet toute une société ou une période historique entière, nous les trouvons hors des régions centrales de la culture occidentale, sauf en Russie avec Soljenitsyne: Cent ans de solitude (Gabriel Garcia Marquez, en Colombie).

Le talent dans les arts a déserté les anciens modes d'expression parce que de nouvelles voies étaient disponibles ou attrayantes, voire gratifiantes: de jeunes compositeurs de musique ont pu être tentés d'écrire des musiques de film plutôt que des quatuors à corde; en peinture comme en dessin, une bonne partie du travail de routine a été remplacé par le triomphe de l'appareil photo; le roman feuilleton s'est effacé devant la série télé; le cinéma a pris la place occupée naguère par le roman et le théâtre.

Ceux qui lisent sérieusement des livres pour des raisons étrangères à leur profession ou à leurs études sont devenus une infime minorité. Après les années 1950, même les enfants des classes aisées et cultivées du monde occidental ne se mettaient plus à la lecture aussi spontanément que leurs parents.

Le cinéma a été l'art central du siècle.

La "reproductibilité technique" transforma la façon dont les êtres humains recevaient les oeuvres de création : ce n'était plus via les prières et les actes de culte séculiers, dont les musées, les galeries, les salles de concert et les théâtres publics, si typiques de la civilisation bourgeoise du XIX^{ème} siècle, constituaient les églises. Le tourisme, qui emplit désormais ces établissements d'étrangers plutôt que d'autochtones, et l'enseignement, auront été les derniers bastions de cette forme de consommation artistique.

La technologie avait saturé d'art la vie quotidienne, tant privée que publique.

Sorciers et apprentis: les sciences naturelles

En 1910, le nombre total de physiciens et de chimistes allemands et britanniques ne dépassait sans doute pas 8 000. A la fin des années 1980, on estimait le nombre des scientifiques et des ingénieurs effectivement engagés dans la recherche et le développement expérimental à près de *cinq millions*, dont près d'un million aux Etats-Unis.

Le centre de gravité se déplaça de l'Europe aux Etats-Unis.

La technologie fondée sur la théorie et la recherche scientifiques de pointe a dominé l'essor économique de la seconde moitié du XX^{ème} siècle, et pas seulement dans les pays développés.

Génétique, biotechnologie, fission nucléaire (Otto Hahn 1937), fondements de l'informatique (Turing, 1935), structure de l'ADN (Crick et Watson), transistors (1948), lasers (1960), supraconducteurs, ...

Le stalinisme et le nazisme reprochaient à la science de contester des visions du monde et des valeurs exprimées sous forme de vérités a priori : les nazis rejetaient la science einsteinnienne comme une science juive; sous Staline, le biologiste Lyssenko prétendait multiplier la production agricole par des méthodes qui court-circuitaient les procédures orthodoxes de reproduction animale ou végétale.

L'analyse des spectres des galaxies amena Hubble à conclure que l'univers devait être en expansion (1929).

La lumière était-elle un mouvement ondulatoire continu ou une émission de particules discrètes (photons) ainsi que l'affirmait Einstein à la suite de Planck ?

Principe d'incertitude d' Heisenberg; antimatière; force forte, force faible; théorie du chaos; CNRS; bomba atomique.

Ce n'est pas un hasard si le grand porte-parole de la dissidence en URSS fut un homme de science : Andreï Sakharov, le père de la bombe H soviétique à la fin des années 1940. premier satellite artificiel (Spoutnik), premier vol habité (1961).

La méthodologie empirique qui s'imposa fut celle d'hypothèses "falsifiables" par des tests pratiques (Karl Popper).

Bien qu'elle soit soumise à des impératifs de cohérence et de logique, la science économique a été une forme de théologie florissante - sans doute, dans le monde occidental, la branche la plus influente de la théologie séculière - parce qu'elle est habituellement formulée de manière à échapper à toute espèce de contrôle.

Informatique, dérive des continents (Wegener)

Trous dans la couche d'ozone (1973), effet de serre , écologie. Génie génétique, génome humain.

Vers le nouveau millénaire

Tandis que les citoyens de la fin du siècle tâtonnent en direction du troisième millénaire, leur seule certitude est qu'une époque de l'histoire s'est terminée. ils ne savent pas grand chose d'autre.

Pour la première fois depuis deux siècles, le monde des années 1990 manque de tout système international, de toute structure.

Une Troisième Guerre mondiale à l'ancienne est une perspective des moins probables. Pour autant, l'ère des conflits n'est pas terminée. . L'après 1989 a vu d beaucoup d'opérations militaires dans toutes les parties du monde. Il est désormais possible à de tout petits groupes de dissidents de perturber ou d'opérer n'importe où. L'écart rapidement croissant entre les parties riches et pauvres du monde pourrait devenir la cause majeure de tensions internationales.

Le siècle se termine dans un désordre général.

Le Court vingtième siècle a été une ère de guerres de religion, bien que les plus militantes et assoiffées de sang de ces religions aient été les idéologies séculières du XIXème siècle, telles que le socialisme et le nationalisme, qui avaient remplacé les dieux par des abstractions ou par des hommes politiques vénérés comme des dieux.

L'échec du communisme soviétique a miné toutes les aspirations du socialisme non communiste, marxiste ou autre, alors même qu'aucun régime de ce type n'avait réellement prétendu instaurer une société socialiste.

La contre-utopie opposée à l'utopie soviétique a connu un échec tout aussi flagrant. Il s'agit de la foi théologique en une économie dans laquelle les ressources seraient entièrement allouées par un marché sans restriction, dans des conditions de concurrence illimitée. aucune société de ce genre n'a jamais existé. L'effort le plus systématique pour y parvenir, le régime de Mme Thatcher en Grande-Bretagne, dut lui-même opérer avec un certain gradualisme, et son échec était reconnu quand il a pris fin. Si élégantes fussent -elles les théories sur lesquelles se fondaient la théologie néo-libérale étaient sans grand rapport avec la réalité.

Les deux problèmes centraux , décisifs, sont démographiques et écologiques.

Que les politiques écologiques trouvent le gros de leurs partisans dans les pays riches ne doit rien au hasard : les pauvres souhaitent plus de développement , pas moins.

Du point de vue écologique, si l'humanité doit avoir un avenir, le capitalisme des Décennies de crise ne saurait en avoir.

Trois aspects de l'économie mondiale sont alarmants : la technique continue à chasser la main d'œuvre de la production de biens et de services; la mondialisation déplace l'industrie vers les pays à bas salaires; l'économie mondiale est un moteur de plus en plus puissant et incontrôlé.

Un trait du paysage politique mondial ressort : l'affaiblissement de l'Etat-nation (dont un rôle essentiel est celui de redistribuer les revenus).

Quelle serait la nature et le champ des autorités décisionnelles - supranationales, nationales, sub-nationales et mondiales ?

Dans les pays démocratiques , de plus en plus de décisions sont soustraites au contrôle électoral. De plus en plus de citoyens se détournent de la vie politique. Beaucoup de décisions à prendre sont des décisions impopulaires.

Notre monde doit changer. La rançon du refus de changer la société, ce sont les ténèbres.